

*l'Anti*capitaliste

N°67 | JUILLET / AOÛT 2015 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



CGT : 120 ANS ET TOUT À REFAIRE ?



**RADIO FRANCE :
ÉTRANGE CAPITULATION**



**GRÈCE :
AUSTÉRITÉ PÉPÉTUELLE OU
RUPTURE ANTICAPITALISTE**



**INDONÉSIE 1965,
UN MILLION DE COMMUNISTES
MASSACRÉS**

EDITORIAL

Henri Wilno « Plus on tend un élastique, plus il se contracte violemment » **P3**

ACTUALITE

Aline Pailler Etrange capitulation **P4**

Robert Pelletier Radio France Une lutte exemplaire qui finit tristement **P5**

Jean-Philippe Divès Grèce Austérité perpétuelle ou rupture anticapitaliste **P6**

DOSSIER

Robert Pelletier CGT : 120 ans et tout à refaire ? **P8**

Patrick Le Moal 1895-1921 : de la fusion à l'éclatement **P9**

Robert Pelletier De la Libération à nos jours, une lente mais sûre érosion **P12**

Robert Pelletier De Thibault à Martinez, une crise de direction **P15**

Fanny Gallot La CGT et les femmes : du « familialisme » au féminisme **P17**

Ugo Palheta CGT et immigration : histoire oubliée, rencontre manquée ? **P20**

Philippe Poutou Cégétiste et candidat révolutionnaire à l'élection présidentielle **P23**

REPÈRES

Christine Schneider Indonésie 1965 : un million de communistes massacrés **P24**

LECTURES

Yann Cézard *Le hareng de Bismarck*, ou le poison du nationalisme **P28**

Antoine Larrache Au chevet de Lénine **P30**

Chloé Moindreau

Une réflexion nécessaire : *Pour une théorie générale de l'exploitation* **P32**

Virginia de la Siega

A propos des thèses de Christine Delphy *L'oubli de la reproduction sociale* **P34**

FOCUS

Correspondant-e-s AP-HP Non, ceci n'est pas une brocante **P36**

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Le 16 juin 2015 à Paris, manifestation des migrants et de leurs soutiens. Photothèque rouge/JMB.



« Plus on tend un élastique, plus il se contracte violemment »

PAR HENRI WILNO

Le fort ralentissement imprévu de l'économie américaine au 1^{er} trimestre est venu rappeler l'incertitude des scénarios de reprise de l'économie. Début mai, la Commission européenne affichait son optimisme mais c'était avant le nouvel épisode de la crise grecque. Le Brésil est toujours flageolant tandis que, pour éviter un ralentissement trop fort, la direction chinoise a dû procéder à de nouvelles injections massives de crédits. Au total, et malgré l'impact de la baisse des prix du pétrole, le tableau de l'économie mondiale est moins florissant que ne feignent de le croire ceux qui voient la reprise au coin de la rue. Au mieux, ce sera une croissance limitée et heurtée sur fond de désastre social.

UNE RECOMPOSITION DU MONDE DU TRAVAIL

En effet, à travers la crise se produit une profonde recomposition du monde du travail. Le chômage a frappé 201 millions de personnes dans le monde en 2014, soit environ 30 millions de plus qu'avant le début de la crise. L'emploi stable à temps plein est en recul. Une forte part des nouveaux emplois salariés est à temps partiel ou à durée déterminée. Les femmes sont représentées de manière disproportionnée dans les emplois salariés temporaires et à temps partiel. Dans un certain nombre d'économies « avancées », on observe même une tendance à la baisse de la part des emplois salariés ; par contre, le travail indépendant ou pseudo-indépendant (salarial camouflé) est en progression. La productivité augmente plus vite que les salaires dans la plupart des régions du monde. Si dans certains pays émergents (notamment en Chine), les salariés arrachent une progression de leurs rémunérations, la croissance des salaires est ralentie dans les économies développées.

UNE ÉCONOMIE DOPÉE

Le processus de restauration des taux de profit avance, certes, mais les risques de soubresauts financiers majeurs se renforcent. L'économie est dopée aux faibles taux d'intérêt et aux déversements d'argent vers la finance par les banques centrales. Les grandes bourses sont à la hausse. En Chine, les bulles spéculatives (cours boursiers, immobilier) s'accumulent. Au point que cela alarme un certain nombre d'organismes internationaux comme la BRI (banque des règlements internationaux, chargée d'élaborer les règles de fonctionnement des banques). Dans un rapport publié le 29 juin, celle-ci met en garde contre l'accumulation des déséquilibres financiers et résume la situation d'une phrase : « Plus on tend un élastique, plus il se contracte violemment. »

C'est dans ce contexte général que se situe ce que les dirigeants et leurs appareils de propagande appellent la « crise grecque » mais qui, pour nous, est la pointe



Manifestation place Syntagma à Athènes. DR.

avancée de la résistance des peuples européens au carcan austéritaire dans lequel les gouvernements de droite et « de gauche » veulent les enfermer. Il y a encore trop d'inconnues pour en déterminer l'impact précis mais la crédibilité de l'euro est atteinte, ce qui va certainement renchérir les conditions d'emprunt des pays considérés les plus fragiles de la zone euro comme le Portugal et l'Espagne, voire l'Italie. Pays dont les peuples ont déjà payé un lourd tribut en termes de chômage et de baisse du niveau de vie. Malgré tous les dispositifs mis en place depuis 2010, le risque de contagion financière n'est pas écarté.

LES DEUX CRISES DE L'UNION EUROPÉENNE

Plus profondément, l'Union européenne est au carrefour d'au moins deux crises. D'un côté, la résistance aux politiques d'austérité qu'exprime la Grèce. De l'autre, l'essoufflement de la dynamique européenne et le regain des nationalismes réactionnaires dont une des traductions est le chantage à la modification des traités (voire à la sortie de l'Union européenne) du gouvernement conservateur britannique. L'Europe reste donc, au moins dans l'immédiat, la plaque sensible du monde en recomposition dans la crise. Sauf en Grèce, et dans une certaine mesure en Espagne, luttés et perspectives politiques y restent aujourd'hui trop dispersées ou trop faibles pour recréer l'espoir d'une issue progressiste. D'autant que les pouvoirs savent très bien utiliser les retombées des crises plus ou moins directement inspirés par Daesh.

Mais dans ce contexte d'incertitude ainsi que de dégoût et d'exaspération sourde de larges secteurs populaires, il ne faut pas exclure des accélérations, des tournants brusques qui mettraient anticapitalistes et révolutionnaires en situation de contrebalancer « le désespoir contre-révolutionnaire » (pour reprendre une expression de Trotsky). □

Etrange capitulation¹

PAR ALINE PAILLER

Journaliste reconnue, salariée de Radio France, l'auteure a été députée européenne entre 1994 et 1999, élue sur la liste du PCF. En 2001, elle a figuré sur la liste de la LCR aux élections municipales à Toulouse. Elle livre à travers ce texte son bilan de la fin de grève.

Capituler est un terme du champ militaire qui signifie « accepter les clauses », se rendre, abandonner sa position, céder. Son contraire c'est résister, tenir.

Pourquoi ai-je choisi un terme militaire pour nommer la levée des préavis par les syndicats alors que l'AG était plus nombreuse que jamais et son vote pour la poursuite du mouvement aussi clair que les autres jours de cette longue grève ?

Parce qu'il s'agit d'une guerre. Une guerre contre les ennemis du service public. Une guerre contre les adorateurs des lois du marché et de la mise en concurrence des salariés entre eux.

Une guerre pour maintenir nos missions de service public. Guerre pour maintenir nos métiers et leur évolution dans le sens du progrès et de l'innovation. Une guerre pour maintenir l'emploi c'est-à-dire assumer tous les métiers à l'intérieur de Radio France dans des conditions d'exercice dignes.

Nous nous battons pour que les gestionnaires ne soient plus les liquidateurs de ce que nous avons construit, que nous

faisons vivre chaque jour, que nous faisons progresser en cherchant, en innovant.

« Capitulation », car les capitulations ne sont jamais le fait des peuples mais de ceux qui les gouvernent. Les capitulations sont celles des généraux, des États.

Une auditrice fidèle et solidaire a chanté La Commune dans la cour de Radio France lors du pot improvisé par des sa-

lariés en lutte le soir de la capitulation. Outre ce moment réconfortant où après les larmes et les cris on se « recourage », quelle pertinence que d'évoquer La Commune ! La révolution du peuple par le peuple contre la capitulation de l'Etat ! La Commune, la révocation de toutes les institutions accaparées par des hommes (aujourd'hui hommes et femmes) plus soucieux de leur pouvoir, petit ou grand, que du bien commun !

La Commune est morte debout, assassinée par les canons complices des Versailles et des caciques des institutions

politiques, j'oserais dire que notre grève était aussi une lutte de classe et qu'elle a traversé les 27 jours de la lutte et particulièrement le dernier ! Ne pas comprendre cela, c'est se désespérer devant l'absurdité de décisions aux justifications incompréhensibles.

Le comprendre, c'est puiser de la force dans la longue histoire du mouvement ouvrier qui nous dépasse mais nous « oblige » ! Déchirement des êtres au cœur des institutions qui les broient. Lutte des classes importée de la rue au sein même des corps et des consciences.



Dans l'AG de grève des personnels de Radio France. DR.

et des lieux du pouvoir soi-disant « partagé », mais qui ne sont en fait que les lieux des petits arrangements entre amis ou entre amis et adversaires. Le « compromis social », dit-on aujourd'hui je crois. Nous devrions d'ailleurs porter plainte contre le détournement des mots. « Plan social », « dialogue social », « partenaires sociaux », « plan de sauvegarde de l'emploi »...

Même si certains n'aiment pas les référé-

Jaurès pourrait avec plus de pertinence encore dire « Les chaînes étaient au cœur » ! Mais si les appareils et leurs élus, « le syndicalisme attablé » enchaînent leur pouvoir et leur mission de militer (mais aussi réflexion, pédagogie, éducation populaire, organisation des luttes au service des salariés qui les ont élus et de leurs adhérents) au calendrier et à l'ordre du jour des patrons et des instances, qu'ils ne s'étonnent pas de la

violence qu'ils déchaînent en retour. Les instances (CE, CCE, CA, CHSCT ou CCE Européen), si elles furent des acquis des luttes en leur temps, se sont petit à petit vidées de leurs pouvoirs pour ne devenir que des lieux d'information et de consultation pour avis. Seul le CHSCT conserve encore quelques pouvoirs qui peuvent déboucher sur des mesures concrètes.

Mais là encore, il faut une entente de tous les syndicats ou en tous les cas de la majorité. Cet impératif majoritaire fait souvent sacrifier d'autres luttes pour protéger la sacro-sainte intersyndicale !

Ce qui est troublant dans cette grève de 28 jours c'est qu'elle n'a débouché sur aucune négociation sur les préavis ni sur les modalités de fin de grève. C'est un peu comme si l'arrivée du médiateur avait effacé le conflit, remonté le temps pour effacer les préavis et les motions des AG. En cela c'est vraiment une pre-

mière ! Un laboratoire des futures « relations sociales » de la France de Macron, Valls et Hollande ?

Comment comprendre qu'une médiation ne donne aucun gage concret pour l'arrêt du conflit ?

Comment appeler autrement que « capitulation » ce « donnant-perdant » ? Pas la moindre concession à nos revendications ! Et une semaine après la capitulation, rien d'effectif de ce qui ne fut pourtant que de simples « préconisations » avec l'assurance du médiateur de « veiller » à ce qu'elles soient suivies d'effet !

Et les syndicats qui obéissent à la méthode et à l'agenda du médiateur, en sachant que leur seul pouvoir sera celui d'écouter, de proposer mais jamais de négocier ! Même leur volonté affichée (bien réelle pour certains ?) de poursuivre en intersyndicale n'a pas été entendue. Quelle perte de temps, d'énergie et de force que cette mascarade de

dialogue qui anéantit les vrais pouvoirs (mais très limités pourtant) de négociation encore possibles !

Mais ce que les généraux oublient un peu trop vite c'est que leur capitulation n'obère pas la colère des peuples ni leur dignité, encore moins leur détermination à poursuivre leur combat pour la justice et leur liberté. Que cela s'appelle « résistance », insurrection, commune, coordination, autogestion où révolution, l'histoire s'écrit avec le peuple « *lentement, en bas, à gauche* »¹.

Et n'oublions pas que leur capitulation n'est pas notre humiliation mais leur honte, et que nous devons garder l'esprit et l'imaginaire libres, et le cœur joyeux ! □

¹ En écho au titre de l'ouvrage de Marc Bloch, « *L'Étrange défaite* ».

² Mot d'ordre de la révolution zapatiste du 1^{er} janvier 1994 au Chiapas (Mexique).

Radio France : une lutte exemplaire qui finit tristement

PAR ROBERT PELLETIER

C'est une grève peu ordinaire qui a duré un mois dans une « entreprise » à la visibilité exceptionnelle. Dans ce secteur à mission de service public, le droit de grève est encadré notamment par une obligation de préavis déposé par au moins une organisation syndicale représentative. C'est dire que la place et le rôle des organisations syndicales y sont très importants.

La grève a démarré sur quatre préavis autour des attaques annoncées par la direction : réduction du nombre d'orchestres, externalisation notamment des services d'entretien et de gardiennage, regroupement d'émissions des radios locales et surtout la suppression, au total, de 330 emplois.

Plus généralement, les personnels ont réagi à une volonté de réduire la diversité culturelle du service public à sa plus simple expression sous prétexte d'économies. En janvier, le conseil d'administration avait voté un budget 2015 prévoyant un déficit (pour la première fois de l'histoire de Radio France) de 21,3 millions d'euros sur un budget de 685 millions, alimenté essentiellement par une fraction de la redevance qui représente environ 10 euros annuels par Français, soit 80 centimes par mois et ne justifie évidemment pas la purge annoncée de 50 mil-

lions d'euros.

Journalistes, opérateurs, agents de sécurité, bruiteurs, réalisateurs, salariés de l'entretien, à Paris et dans l'ensemble des stations régionales, chacun était concerné par ces attaques et de ce fait fortement mobilisé malgré la diversité des métiers, statuts, horaires ou positionnements syndicaux.

Dans le même temps, le discrédit du PDG, Mathieu Gallet s'est confirmé tout au long de la lutte. Chargé par le gouvernement de dégraisser l'entreprise, il se présentait comme une victime, persécutée par Le Canard Enchaîné. Refusant systématiquement de recevoir les salariés et les syndicats, il ajouta régulièrement au ridicule en affirmant ne voir que 7% de grévistes, quand une majorité des rédactions et des radios locales étaient en grève.

La tenue journalière d'assemblées générales réunissant de 300 à 500 salariés témoignait de la solidité du mouvement, avec une caisse de grève qui atteindra près de 100 000 euros. Alors que les colères et inquiétudes multiples s'y exprimaient, on sentait aussi les fragilités dues à la parcellisation, à la précarisation et à la frilosité de certains syndicats. L'intersyndicale convoquait ces assemblées générales sans ordre du jour précis, avec un vote journalier sur la reconduction de la

grève. Elles étaient un lieu de parole où la détermination, la compréhension des enjeux politiques côtoyaient l'émotion. Mais il y eut peu d'initiatives visant à rendre véritablement les grévistes acteurs et actrices de leur mouvement, à donner de la visibilité à la grève hors des murs de la Maison ronde.

Cette absence d'appropriation de la grève par les salariés a permis l'incroyable reprise du travail imposée par l'intersyndicale. Les dernières propositions se résument à celle du médiateur, c'est-à-dire de vagues promesses jamais quantifiées et un seul engagement : un vrai dialogue social pour la mise en œuvre du... plan Gallet. Si certains syndicats ne s'étaient engagés dans la grève qu'à reculons, d'autres se sont contentés de promesses catégorielles. Pour ceux qui, comme la CGT, ont appuyé le plus clairement la mobilisation, c'est le respect de l'unité syndicale qui a prévalu sur l'unité dans la lutte des salariés. Avec le risque de conforter au bout du compte un anti-syndicalisme virulent.

Suite à ces événements, des personnels syndiqués et non syndiqués ont lancé le 28 mai une Coordination de Radio France, dont l'objet est de continuer à se défendre ensemble contre les menaces et attaques envers le service public. □

Grèce : austérité perpétuelle ou rupture anticapitaliste

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Le défaut sur le remboursement dû au FMI le 30 juin, le référendum du 5 juillet avec la possible (et en tout cas espérée !) victoire du Non ouvrent une nouvelle étape politique en Grèce. Comme peut-être, plus largement, en Europe. Il est cependant plus clair que jamais que sans processus de rupture anticapitaliste, il sera impossible de sortir de l'austérité et d'engager l'indispensable reconstruction du pays.

Il faut reconnaître à Alexis Tsipras le mérite d'avoir refusé « l'ultimatum » et « l'humiliation » auxquels « les institutions » (nouveau nom pudique de la Troïka) voulaient le contraindre – et la misère encore plus dévastatrice dans laquelle elles entendaient enfoncer le peuple grec. Il a ainsi fait un geste de résistance dont aucun autre gouvernement européen ne s'est montré capable.

Pour autant, il était minuit moins une et ce n'est que le caractère exorbitant des exigences des « créanciers » qui ont, enfin, poussé le gouvernement grec à une telle décision. On doit garder en mémoire que malgré quelques mesures positives (loi « humanitaire », réembauche de fonctionnaires licenciés, réouverture de la télévision publique ERT), ce gouvernement n'avait pas rompu avec l'austérité et négociait les conditions de sa poursuite. Avec pour conséquence un chômage et une pauvreté accrus, dans le cadre d'une situation économique de plus en plus difficile – entrée du pays dans une nouvelle phase récessive, retraits massifs de capitaux (ce sont au total 400 milliards d'euros qui se trouvent désormais déposés à l'étranger) sans que les autorités ne réagissent pendant de longs mois.

TROÏKA : TOUJOURS PLUS...

Le cadre avait été donné par l'accord du 20 février, à travers lequel le nouveau gouvernement Syriza-Anel s'engageait à payer rubis sur l'ongle les échéances de la dette, à renoncer à toute mesure « unilatérale » qui aurait un impact budgétaire (donc, dans les faits, au programme de Thessalonique sur lequel Syriza s'était fait élire), ainsi qu'à poursuivre les privatisations.

Dimanche 21 juin, c'est même un programme d'austérité renforcée que Tsi-

pras se déclarait prêt à appliquer, à travers la proposition de « compromis » qu'il avait personnellement transmise à la Troïka. Au menu : augmentation des impôts pour les revenus supérieurs à 30 000 euros annuels ; hausse de cotisations sociales ; TVA portée à 23 % sur des aliments et des services de base ; fin programmée des taux spéciaux de TVA dans les îles – qui soutiennent le tourisme ; diminution progressive des possibilités de départ anticipé à la retraite, ainsi que des compléments de retraite versés aux pensionnés les plus modestes...

La presse avait alors fait état d'un (éphémère) « vent d'optimisme », avant que « les institutions » ne le fasse très vite retomber en déclarant les propositions grecques incomplètes et en demandant encore plus. Ce qui a provoqué la rupture est l'exigence de l'élimination, dès 2017, des versements complémentaires dont bénéficient les titulaires de petites retraites. Une telle mesure aurait eu des conséquences catastrophiques pour une large partie des pensionnés – et pour leurs proches au chômage qui ne subsistent souvent que grâce à la solidarité familiale. Dans le même temps, la Troïka continuait de refuser catégoriquement le moindre engagement sur une éventuelle restructuration future de la dette.

DES DÉCISIONS TRÈS POLITIQUES

L'ampleur des concessions déjà réalisées par le gouvernement grec et de celles qu'il se proposait d'y ajouter montre qu'il n'y a pas véritablement de logique économique, même néoli-

bérale, dans les décisions qui ont été pilotées par Lagarde et Schäuble. Pour la Troïka et les dirigeants européens, par-delà les nuances ou les différences de postures, l'objectif est de mettre à genoux le gouvernement de Tsipras afin de tuer dans l'œuf toute velléité, même inconséquente, de remise en cause de l'austérité. Il est symptomatique que l'un des plus virulents soit Rajoy, menacé en Espagne par la montée électorale de Po-



Alexis Tsipras et les principaux dirigeants de l'Union européenne, aux temps de la négociation « cordiale »... DR.

demos et dont le parti vient de perdre le contrôle de nombreuses municipalités et communautés autonomes suite aux accords électifs passés entre Podemos et le PSOE.

De l'autre côté, pour tous les courants qui entendent défendre une alternative à l'austérité et au néolibéralisme, ce qui vient de se passer est une grande leçon de choses. Ces événements montrent qu'aucune autre politique n'est envisageable dans le cadre des institutions de l'Union européenne et de l'euro, sans engager

contre elles une bataille frontale. Il n'est pourtant pas certain que cette leçon soit intégrée par tous les principaux acteurs. Comme le souligne un militant étatsunien bon connaisseur de la gauche grecque, « *il existe des différences dans le parti [Syriza] quant aux buts de ce référendum. Alors que Tsipras affirme qu'il utilisera un vote pour le Non afin de renforcer sa position dans de futures négociations avec les crédateurs de la Grèce, la gauche [de Syriza] appelle à rejeter toutes les mesures d'austérité et à mettre en œuvre un programme qui annule leurs conséquences* »¹. Peu après l'annonce du référendum, le ministre grec des finances, Yanis Varoufakis, déclarait même que la Grèce « *continue de se battre pour qu'il y ait un accord au dernier moment d'ici mardi* » et que si un tel accord était obtenu, « *nous dirons au peuple grec de voter oui* » dans le référendum...

LA RUPTURE NÉCESSAIRE

Les enjeux sont extraordinairement élevés. Si les pressions et la cam-



pagne de peur développées par la droite grecque et les gouvernements européens (et qui trouvent des relais y compris dans la direction de Syriza et au gouvernement) débouchaient sur une victoire du Oui, ce serait une défaite sérieuse pour le peuple grec comme pour toutes les résistances en Europe. La démission du gouvernement et l'organisation de nouvelles élections seraient probables ; difficile en effet de concevoir que Tsipras puisse appliquer les termes de la Troïka (même s'il s'est engagé à res-

pecter le choix majoritaire, quel qu'il soit), au risque de provoquer une scission de sa majorité parlementaire et de son parti.

Si en revanche le Non s'impose, comme la perspective en paraît ouverte, on entrera dans un nouveau champ de possibles, où le combat contre l'austérité pourra alors réellement avancer.

A ce moment, la Grèce se trouvera cependant confrontée à une série de problèmes aussi pressants qu'incontournables. Elle sera certainement poussée en dehors de l'euro, et peut-être de l'UE. A court de liquidités (la BCE a déjà engagé le processus d'asphyxie financière), il lui faudrait commencer à émettre une monnaie de substitution, des « IOUS »² indexés sur l'euro mais qui perdront rapidement de leur valeur, en attendant une réintroduction de la drachme.

Les conditions resteront très difficiles car au-delà de l'austérité, c'est tout un pays qui est à reconstruire. On donne souvent – et l'on a donné dans ces pages – l'exemple de l'Argentine comme celui d'une nation qui, après un défaut sur sa dette, une rupture de son ancrage monétaire au dollar et une très forte dévaluation, a connu une période de crise pour ensuite se reconstruire, même si c'était de façon partielle et temporaire. Mais l'Argentine est un pays qui, quoique dépendant, dispose d'importantes ressources naturelles, d'une réelle structure industrielle, de services performants dans certains secteurs, d'une agriculture figurant parmi les premières du monde. Ce n'est pas la situation de la

Grèce dont le capitalisme, déjà peu compétitif avant l'euro, s'est retrouvé quasiment mis en jachère après l'entrée dans la monnaie unique.³

Imaginer qu'elle pourrait, après une rupture avec l'euro et peut-être l'Union européenne, entrer dans une phase de développement capitaliste national, relève de l'illusion. C'est pourquoi les positions de responsables et de membres influents du Courant de gauche de Syriza, sans rien enlever au rôle très progressiste qu'ils jouent aujourd'hui, risquent de

mener à une impasse.⁴ La Grèce ne sortira pas de l'ornière sans un plan de développement qui, pour être effectif, impliquera une centralisation et une distribution démocratiques des capitaux disponibles. Cela veut dire en particulier l'annulation de la dette (dont la majeure partie est « *illégal, illégitime et odieuse* » selon le rapport préliminaire du Comité pour la vérité sur la dette publique, mis en place par le parlement grec), une imposition forte des armateurs et de l'Eglise, la nationalisation et la remise en fonctionnement sous le contrôle de leurs travailleurs des banques et des principales entreprises du pays – avec, dans le même temps, l'indispensable satisfaction des besoins les plus urgents des salariés et des classes populaires. C'est-à-dire l'ouverture d'un processus de rupture anticapitaliste.

L'EXIGENCE DE SOLIDARITÉ

La solidarité avec le peuple grec est aujourd'hui largement insuffisante. Il faut dire qu'elle a été compliquée à mettre en œuvre ces derniers mois, quand Tsipras négociait l'austérité et en l'absence de mobilisations de masse en Grèce même. Si le Non l'emporte le 5 juillet, elle sera plus nécessaire que jamais mais aussi, sans doute, plus réalisable.

Une tâche immédiate sera alors la constitution à l'échelle nationale, comme ailleurs en Europe, d'un large mouvement militant qui organise le soutien politique, ainsi que matériel et financier, au peuple grec qui se trouvera à nouveau en toute première ligne du combat, exposé donc à tous les coups de l'UE, du FMI et en général des puissances impérialistes.

Un mouvement qui portera aussi, nécessairement, un combat global d'opposition aux politiques néolibérales, à ses institutions et ses gouvernements, ici celui de Hollande et Valls. □

¹ Lee Sustar, <http://socialistworker.org/2015/06/29/greeces-show-of-defiance>

² Reconnaissances de dette, sortes d'obligations d'Etat. Le terme vient de l'anglais « I owe you » (« Je te dois »).

³ Voir les articles sur l'économie grecque d'Henri Wilno dans les numéros 64 (avril 2015) et 65 (mai 2015) de cette revue.

⁴ Voir la discussion que Michael Roberts mène avec Costas Lapavistas, partisan d'un tel développement national comme « première étape » capitaliste-keynésienne après une rupture avec l'euro, dans « Grèce : Marx ou Keynes ? », revue *L'Anticapitaliste* n° 64 d'avril 2015.

CGT : 120 ans et tout à refaire ?

PAR ROBERT PELLETIER

Selon un récent sondage, commandé par Le Figaro (!), 54 % des Français estiment que les syndicats sont inutiles. Pour 41 % des sondés, le dialogue social entre patronat et syndicats n'a aucun effet concernant les réformes économiques. C'est même un frein pour 27 % d'entre eux.

68 % estiment d'ailleurs que les syndicats ne sont pas représentatifs des salariés. Toutefois, 56 % des répondants déclarent leur faire plutôt confiance pour défendre l'intérêt des salariés.

En 2012, la France avait le troisième plus faible taux de syndicalisation des pays de l'OCDE : 7,7 %, contre 6,4 % en Estonie ou 4,5 % en Turquie, mais par exemple 11,1 % aux États-Unis et 17,9 % en Allemagne.

A l'occasion des 120 ans de la naissance de la CGT, Lapaon et son équipe confédérale pensaient masquer les difficultés croissantes de la confédération à travers une commémoration consensuelle... Il n'en a rien été.

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale et jusqu'à la scission de 1947 (débouchant sur la création de FO et l'autonomisation du syndicalisme enseignant), la CGT était quasiment la seule organisation. Elle est restée le pôle central du syndicalisme jusque dans les années 1980, décennie à partir de laquelle la CFDT s'est la mieux adaptée, dans tous les sens du terme, à l'environnement social et politique.

Patronat, dirigeants politiques et gouvernements de droite comme de

gauche n'hésitent pas à regretter hypocritement la faiblesse des syndicats en France. Politologues, sociologues et autres syndicologues dissertent avec assiduité là, les crises du syndicalisme. Mais pour souscrire ou non à de telles analyses, il faut d'abord s'accorder sur

fixer le cadre du syndicalisme et/ou ses rapports au champ politique (Charte d'Amiens, 21 conditions de l'Internationale communiste...) ont toujours été le produit de circonstances, de batailles menées avant tout par et entre des courants politiques. Encore aujourd'hui, l'utilisa-

tion de ces références et d'autres obéit à des raisons essentiellement tactiques et ne reflète pas de réelles conceptions du syndicalisme.

Qu'en est-il aujourd'hui de la capacité de la CGT à représenter les intérêts du salariat ? Répondre à cette question implique de s'inscrire dans une réflexion sur la reconstruction d'une conscience de classe, d'un mouvement ouvrier, aujourd'hui en profond recul.

L'objectif de ce dossier est de présenter des analyses historiques et thématiques qui éclairent les difficultés, les crises auxquelles la CGT a été confrontée, dans le cadre des évolutions profondes qui se sont produites de sa naissance à ce début de 21^e siècle, afin de donner aux militantEs des outils permettant d'agir dans la voie de cette nécessaire reconstruction. □



Le 23 novembre 2010 à Paris, en défense des retraites.
Photothèque rouge/Milo.

la fonction du syndicalisme. Sur cette base, on peut apprécier s'il y a une crise et alors, quelle crise.

Le fondement du syndicalisme est d'assurer une organisation et une représentation du salariat la plus large possible. Les textes censés

1895-1921 : de la fusion à l'éclatement

PAR PATRICK LE MOAL

En 1895, le premier congrès de la CGT regroupait 420 000 syndiqués¹, membres de chambres syndicales, groupes corporatifs, fédérations de métiers, unions et bourses du travail, ayant des expériences, des pratiques et des conceptions bien différentes. La CGT mettra plusieurs années à se structurer.

Certaines structures existaient depuis longtemps, comme la fédération des cuirs et peaux créée en 1867, ou celle des ouvriers du bronze avec ses 40 chambres syndicales. Un premier congrès national ouvrier s'était réuni en 1876. En 1879, le troisième regroupa des organisations corporatives avec des cercles socialistes. Dominé par les guesdistes², il aboutit d'une part à la création de l'embryon du futur Parti ouvrier français, d'autre part à une orientation syndicale dégagée du corporatisme.

En 1886 était créée la Fédération nationale des syndicats, dominée par les blanquistes³ et les guesdistes, pionnière du Premier Mai et de la revendication de la journée de 8 heures. En 1892, elle réunissait plus de 100 000 adhérents.

C'est aussi en 1892 que se constitua la Fédération des bourses du travail, issue d'une toute autre histoire. Ces bourses, dans lesquelles les syndicats pouvaient se réunir, où les ouvriers disposent d'un lieu d'embauchage, avaient été créées à partir de la fin des années 1880 par certaines municipalités. Elles regroupaient les ouvriers de diverses professions, organisaient la lutte, étaient « des centres de résistance et de propagande révolutionnaire dans un esprit économique et libertaire que renforce le choix fait, lors du congrès de 1893, d'adopter la grève générale comme moyen d'action révolutionnaire »⁴.

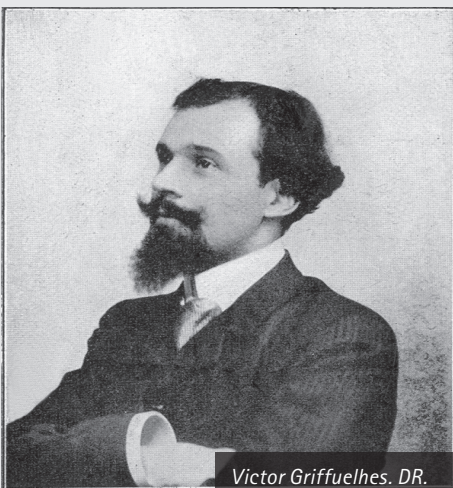
LA QUESTION DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Elle se trouvait au centre des débats syndicaux et politiques. Dans la Fédération nationale des syndicats, cette perspective devint majoritaire malgré l'opposition grandissante des guesdistes. Son congrès de 1892 adopta une résolution préconisant le moyen de la « grève universelle ».

Au sein du mouvement socialiste, le débat faisait rage. Face à ceux qui, rejetant l'insurrection et le suffrage universel, « lent et aléatoire », défendaient l'efficacité de la

grève générale comme moyen pacifique et légal, les guesdistes répondaient que la grève ne pouvait suffire à l'émancipation des travailleurs : « c'est par l'action politique, en s'emparant du gouvernement transformé par leurs mains en moyen légal d'expropriation de la classe capitaliste, qu'ils deviendront, qu'ils pourront devenir maîtres de leurs destinées »⁵. Pour les blanquistes « la grève générale n'a pour nous que l'importance d'un moyen complémentaire des divers moyens d'action révolutionnaire directs et de la plus haute valeur »⁶.

Les partisans de la grève générale répondaient que « les temps épiques des barri-



Victor Griffuelhes. DR.

cadés sont passés, il serait absurde de continuer les errements du passé, alors que nous avons d'autres moyens de lutte à notre disposition »⁷.

D'abord moyen pacifique et légal, la « révolution des bras croisés », elle devint, sous l'impulsion des courants syndicalistes révolutionnaires, la grève générale expropriatrice : ce n'était autre chose que la révolution.

Le congrès de fondation de la CGT de 1895 adopta le principe de la grève générale.

1902, LA VÉRITABLE UNIFICATION

La CGT proclamait clairement sa volonté

d'être l'élément fédérateur de l'ensemble du syndicalisme français, ce qui réduisait les bourses du travail à peu de choses. De leur côté, les animateurs des bourses du travail pensaient qu'elles étaient les meilleures garanties contre les tentations bureaucratiques et autoritaires. La Fédération des bourses du travail continua donc à tenir des congrès en parallèle de ceux de la CGT.

Dans cette situation, la CGT n'était qu'un organisme souple, sans budget ni structures permanentes, une coordination entre deux organisations indépendantes. Malgré cela, elle se renforça et, dès 1900, son congrès devint le plus important, en raison du nombre, de la qualité des participants ainsi que de l'importance des questions traitées. Les arguments en faveur de l'unité finirent donc par l'emporter au sein de la Fédération des bourses du travail.

Le congrès de Montpellier, en 1902, scella la véritable fusion. La CGT se trouva constitué de deux sections, celle des fédérations, syndicats nationaux de métier ou d'industrie, et celle des bourses du travail considérées « comme unions locales, départementales ou régionales de corporations diverses ».

LE SYNDICALISME D'ACTION DIRECTE

La CGT se construisit malgré les coups et la répression : elle aura plus d'un million d'adhérents à la veille de la Première Guerre mondiale. Y cohabitaient des réformistes et des révolutionnaires, des socialistes et des anarchistes. L'influence des anarchistes nourrit une grande méfiance à l'égard de l'Etat (faire grève était passible de licenciement, les arrestations et condamnations pleuvaient pour atteinte à la liberté du travail, quand l'ar-





mée ne tirait pas sur les grévistes), un mépris à l'égard du parlementarisme et des politiciens, avec une solide fibre antimilitariste.

Le syndicalisme révolutionnaire était un mouvement de classe, dans lequel tout reposait sur la libération de l'individu par sa propre initiative, avec un minimum de discipline et de centralisation – un mouvement révolutionnaire sans politiques. Le syndicat assumait tous les intérêts de la classe, était l'instrument essentiel pour changer la société.

Victor Griffuelhes, devenu secrétaire général de la CGT en 1901, était un des théoriciens de l'action directe. Cette méthode de lutte n'attend pas la loi, mais relève directement de l'action créatrice des travailleurs, comme le sabotage, le boycottage des entreprises qui résistent à la pression syndicale, le recours au label, à la marque syndicale recommandant aux consommateurs les produits des entreprises satisfaisant aux revendications ouvrières, voire l'organisation de grandes manifestations qui secouent l'opinion autour de revendications comme la journée de huit heures. A la démission de Griffuelhes, en 1909, la CGT était devenue la principale et plus prestigieuse force du mouvement ouvrier français, dotée d'une stratégie cohérente et d'une assise solide, même si elle ne rassemblait toujours que le tiers de la classe ouvrière⁸.

LA CHARTE D'AMIENS

C'est Victor Griffuelhes qui, avec Emile Pouget⁹, présenta au congrès d'octobre 1906 à Amiens le texte de cette fameuse charte à propos des rapports entre partis et syndicats.

A cette époque, l'Etat organisait une tentative de domestication, par la corruption des responsables, accompagnée d'intimidations contre les syndicalistes combattifs, dans une période où les grèves se multipliaient : plus de 1000 grèves par an à partir de 1904.

Le mouvement socialiste, réuni en 1905 au sein de la SFIO¹⁰, qui se référait explicitement à la lutte des classes et à la conquête révolutionnaire du pouvoir, se faisait pressant. Les dirigeants de la CGT s'inquiétaient de la concurrence qui risquait de se développer, du risque de domination de la SFIO avec une conception de syndicats inféodés au parti, ainsi que de la contamination des dérives opportunistes issues du

socialisme parlementaire.

Au congrès d'Amiens, les guesdistes attaquèrent le syndicalisme révolutionnaire, firent l'apologie du travail accompli grâce à l'alliance des socialistes et proposèrent à la CGT de « s'entendre toutes les fois que les circonstances l'exigeront, soit par des délégations intermittentes, ou permanentes avec le conseil national du Parti socialiste pour faire triompher plus facilement ces principales formes ouvrières ».

Ils rencontrèrent l'opposition de tous les autres courants présents dans la CGT. Certains¹¹ défendaient la stricte neutralité syndicale (« la confédération ne doit pas être plus libertaire que socialiste ou radicale ») et affirmaient que « l'action parlementaire doit se faire parallèlement à l'action syndicale, cette double action pouvant contribuer à l'oeuvre d'émancipation ouvrière et à la défense des intérêts corporatifs ». Puis ils rejoignirent une autre proposition, celle de Louis Niel¹², qui repoussait toute espèce d'alliance « avec tout parti ou secte politique » et déclarait que « le syndicalisme se suffit à lui-même pour réaliser son oeuvre de lutte de classe en exerçant son action directement contre le patronat et contre toute force capitaliste d'oppression physique ou morale des travailleurs », tout en refusant de considérer le syndicalisme comme seul moyen de transformation sociale. Finalement, tous votèrent celle présentée par Victor Griffuelhes, d'une nature différente.

Dans ce texte, le contenu de l'indépendance syndicale, c'est l'action directe dans la perspective de l'expropriation capitaliste, le refus du gradualisme de la SFIO. Pour lui, les socialistes sont réformistes, l'objectif de la motion des guesdistes est de « transformer l'organisation confédérale, en la transposant sur le terrain de la légalité ». Enfin, les partis sont interclassistes, alors que le syndicat a un recrutement uniquement prolétarien : « là seulement réside la véritable lutte de classe ».

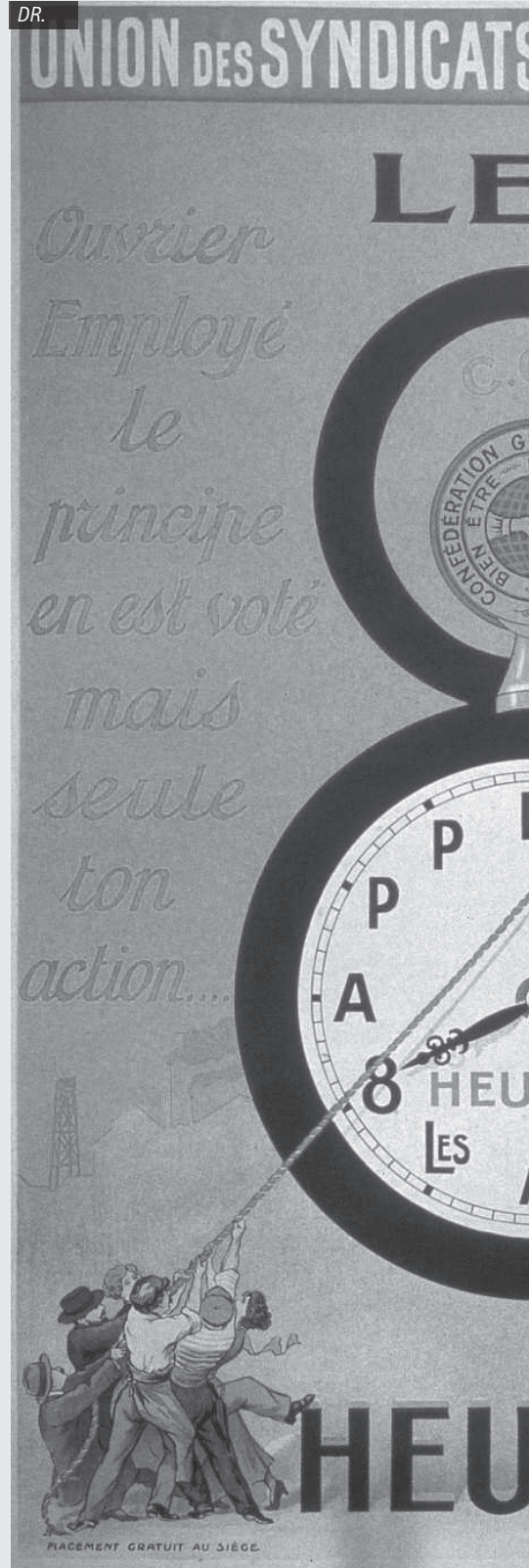
LES LIMITES DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE ET LA DÉRIVE RÉFORMISTE

Mais si cette conscience prolétarienne indépendante permettait de maintenir l'autonomie complète de la CGT, elle ne la préservait pas des dérives réformistes.

Les syndicalistes révolutionnaires ne concevaient la lutte politique que sous la forme pratiquée par la SFIO, celle du travail parlementaire, et pensaient que la chute de l'Etat découlerait mécaniquement de la prise du pouvoir à l'atelier. N'était jamais abordée la question stratégique : lorsque la grève générale explose,

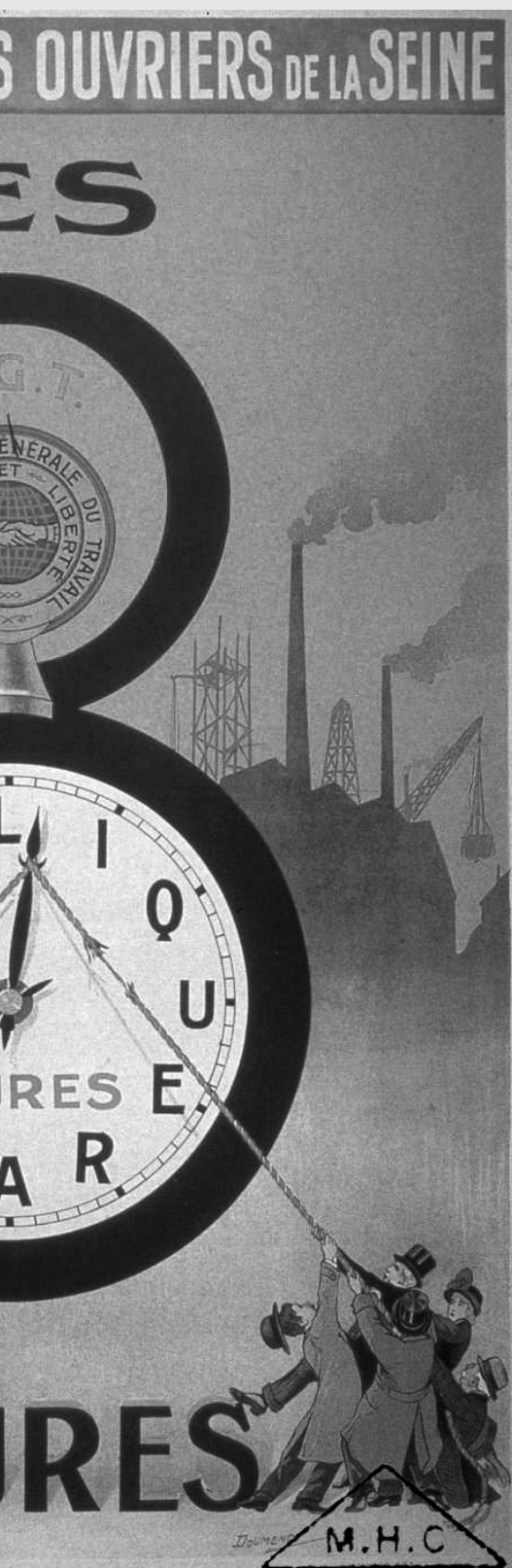
elle ouvre un affrontement qui pose la question de l'Etat.

DR.



Ces limites laissèrent à des dérives réformistes la possibilité de se développer. Lorsque Léon Jouhaux¹³ prit la direction de la CGT, en 1909, c'était déjà une transition. Jouhaux défendit les aspects d'indépendance de la Charte d'Amiens... mais pas les autres ! Au congrès du Havre de 1912, il mit l'accent sur une double néces-

sité : une organisation plus solide et une action « économique ».



Comme l'écrivit plus tard Alfred Rosmer¹⁴, « la CGT n'a plus cet élan, cette confiance en soi qui étaient ses caractéristiques dans les années 1904-1908, quand elle est à l'apogée de sa force et de son rayonnement ; elle ne peut plus que se répéter; elle piétine et décline. Pourquoi ? Parce que la formule sur laquelle elle s'est constituée et a

vécu est usée, parce que les hommes qui l'ont appliquée avec éclat sont, eux aussi, usés. »

LE RALLIEMENT À L'UNION SACRÉE

C'est ce qui explique le ralliement si rapide à l'union sacrée en août 1914.

Tous les congrès affirmaient la nécessité de répondre à la guerre par la grève générale. Mais la CGT n'organisa aucune réaction. Au contraire, elle rencontra la SFIO puis, le 1^{er} août, lança un manifeste d'abandon de la lutte contre la guerre : « Femmes qui pleurez en ce moment, nous avons tout fait pour vous épargner cette douleur. Mais hélas ! Nous ne pouvons aujourd'hui que déplorer le fait accompli. Pouvons-nous demander à nos camarades un effort plus grand ? Quoiqu'il en coûte, nous répondons : non ».

Léon Jouhaux entraîna sans beaucoup de résistances la CGT dans l'union sacrée. Seule une petite minorité autour de Monatte et Rosmer la refusa, avant de participer aux conférences de Zimmerwald et Kienthal.

Mais la version de l'union sacrée de 1914 ne résista pas longtemps aux aspirations à la paix. Les luttes ouvrières reprirent au début de l'année 1917, à peu près en même temps que les mutineries de mai-juin. Les socialistes quittèrent le gouvernement. En 1918, le courant pacifiste reprit confiance, les grèves commencèrent à se généraliser. Après la chute de 1914-1915, les effectifs de la CGT doublèrent en 1916, triplèrent en 1917 et doublèrent encore en 1918. En 1919, elle était plus puissante que jamais : 1,6 million de cotisants, près de 22 % des salariés !

Pour la minorité autour de Monatte et Rosmer, l'attitude de la CGT avait creusé un fossé qui ne pouvait être comblé. Cette minorité, qui mettait en avant la défense et l'extension de la Révolution russe, se renforça à partir de 1918. Le congrès de 1919 fut marqué par le débat sur l'annulation par la direction confédérale de la grève générale prévue le 21 juillet contre l'intervention militaire en Russie. Pour la minorité, il fallait tout faire pour étendre les mouvements, aboutir à la révolution. Pour la majorité, la victoire des bolcheviks était une catastrophe.

LES GRÈVES DE MAI 1920

Les minoritaires prirent la direction de la fédération des cheminots, qui syndicalisait 80 % de la profession. Ils décidèrent d'une grève générale illimitée pour la nationalisation de l'entreprise et la réintégration des travailleurs révoqués. La direction de la CGT prit la direction du

mouvement, pour le contrôler, mais laissa les cheminots dans l'isolement et décida la reprise du travail le 22 mai. 18 000 cheminots furent révoqués. La fracture s'accrut.

En même temps, au deuxième congrès de l'Internationale communiste à Moscou, il était défendu que les syndicats « qui forment des groupes internationaux sous le contrôle du comité exécutif de l'Internationale Communiste, constituent une section syndicale de l'IC ». La majorité se déchaîna contre cette subordination organique du mouvement syndical au parti communiste.

La minorité mit alors en place des « comités syndicalistes révolutionnaires », auxquels adhèrent des syndicats, qui prirent contact avec l'Internationale syndicale rouge. La CGT adhéra à la Fédération syndicale internationale.

Les majoritaires prirent l'initiative de la scission, car les minoritaires progressaient sans cesse. Cette rupture apparaissait comme la suite logique et difficilement évitable de la scission politique survenue dans la SFIO à Tours. La majorité se déclara obligée de tout faire pour sauver les valeurs fondamentales du syndicalisme.

La crise de 1920-1921 finit aussi de briser l'anarcho-syndicalisme de la fin du 19^e siècle, qui s'était progressivement effrité. C'est une autre période du syndicalisme qui commençait. □

¹ Chiffres fournis par les organisations elles-mêmes.

² Guesde était (avec Lafargue) un diffuseur en France de la doctrine du socialisme scientifique issue de la pensée marxiste. Il défendait des idées se voulant marxistes mais traversées de diverses influences françaises, ainsi que le primat de la lutte politique.

³ Blanqui, un révolutionnaire socialiste, pensait que la révolution était le fait d'un petit nombre de militants. Il joua un rôle important dans toutes les luttes du 19^e siècle, en organisant des groupes influents.

⁴ Selon André Nartissens, « Les bourses du travail avant la première guerre mondiale », p. 23.

⁵ Conseil national du Parti ouvrier français, cité par Robert Brécy dans « La grève générale en France ».

⁶ Edouard Vaillant, cité par Robert Brécy dans « La grève générale en France ».

⁷ Commission de propagande de la grève générale.

⁸ Nombre de syndicats n'étaient pas confédérés, comme la Fédération des mineurs, d'autres étaient affiliés à des syndicats d'inspiration catholiques, ou bien à la « Fédération nationale des jaunes de France »...

⁹ Militant anarchiste, syndicaliste révolutionnaire et antimilitariste. Alors que les anarchistes étaient divisés, au milieu des années 1890, suite à l'ère des attentats, sur la question de savoir s'il fallait ou non entrer dans les syndicats, il joua un rôle très important pour l'adhésion à la CGT et la défense en son sein du syndicalisme révolutionnaire.

¹⁰ Section française de l'Internationale ouvrière (Deuxième Internationale).

¹¹ Notamment les représentants du Livre (A. Keufer).

¹² Syndicaliste des ouvriers agricoles du midi, animateur des bourses du travail.

¹³ Ancien syndicaliste révolutionnaire devenu réformiste, il sera le fondateur de FO en 1947.

¹⁴ Dans « Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale ».

De la Libération à nos jours, une lente mais sûre érosion

PAR ROBERT PELLETIER

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, la CGT était encore, très largement, le principal syndicat de travailleurs en France avec plus de quatre millions de syndiqués, près de la moitié du salariat, ce qui correspondait à ses effectifs de 1936-38. Depuis, l'érosion a été lente mais continue.

Il y a 70 ans, la CGT a bénéficié du climat social et politique lié au « compromis historique » incarné par le gouvernement issu du Conseil national de la résistance et chargé de la mise en œuvre de son programme. La création des comités d'entreprise, le développement des négociations de branche autour des conventions collectives, le développement d'un fort secteur nationalisé ont aidé à son développement tout autant qu'à son institutionnalisation.

Mais l'embellie fut de courte durée. La mise en œuvre du Plan Marshall, les mobilisations qui se développèrent pour les salaires et les conditions de travail s'accompagnèrent d'une baisse sévère des effectifs. Entre 1948 à 1958, le taux de syndicalisation fut divisé par deux. La chute s'interrompit alors, au niveau de 25 % des salariés. Le syndicalisme était affaibli mais restait toujours solidement implanté. Dans le cadre d'évolutions lentes mais profondes, l'hégémonie d'une CGT soumise aux zigzags de la politique du PCF était cependant mise en cause par l'existence de la FEN et la progression de la CFDT et de FO.

La croissance économique de la période dite des Trente glorieuses s'est accompagnée d'une augmentation des emplois et d'un accroissement proportionnel de la syndicalisation. La croissance économique n'a pas seulement signifié une augmentation quantitative des emplois, elle a débouché sur des modifications importantes au sein du monde du travail : affaiblissement du poids de la paysannerie au bénéfice de l'emploi industriel, poids croissant du tertiaire, montée des « cols blancs », féminisation, développement de l'immigration... La CGT stalinisée a eu des difficultés à intégrer ces changements sociaux et à s'adapter.

MAI 68, LE RENDEZ-VOUS RATÉ

Souvent caricaturé du fait de ses aspects festifs, « étudiants », sociétaux ou pré-curseurs des transformations posté-

rieures de la société, Mai 68 reste cependant et avant tout la source de la grande peur des possédants, qui ont alors entrevu la possibilité de voir leur pouvoir remis en cause.

Jusqu'à-là, c'est au travers de mobilisations de l'ampleur de Mai 68 que le mouvement syndical avait fait des sauts qualitatifs en terme d'effectifs, de capacités militantes. Encore faut-il que, dans le cadre des mobilisations, le syndicalisme apparaisse effectivement comme utile, porteur de cette volonté de lutte. C'est ainsi que la CGT s'était considérablement renforcée après juin 36 ou à la Libération. Rien de tel après mai 68. Le couple CGT/PCF est apparu à un niveau relativement de masse comme, au mieux, n'étant pas à l'avant-garde des mobilisations, au pire ayant fait beaucoup pour leur échec avec son refus de la centralisation, de l'auto-organisation, de la « politisation » du mouvement, et la mise en place d'un cordon sanitaire autour de la jeunesse. Les succès de la grève générale sont apparus faibles ou inaudibles au regard de l'ampleur de la mobilisation. Les augmentations de salaires de 30 % ont été assez vite rattrapées par une inflation à deux chiffres. Les effets de la légalisation du syndicalisme dans l'entreprise ont été peu perceptibles par les salariéEs. Dans le même temps, la CGT renonçait à sa principale revendication, à son « marqueur » : la remise en cause des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale. La sanction politique des élections de juin 68 aggrava alors ce sentiment d'échec parmi les militants combattifs.

Une partie de ceux et celles-ci ont rejoint l'extrême gauche, la CFDT ou sont partis dans la nature. C'est une CFDT apparaissant plus dynamique, plus attentive aux couches les plus combattives, qui a le plus progressé. La CGT, par ses comportements bureaucratiques et sectaires, s'est privée de cette « régénération ». En revanche, des appareils fédéraux et confédéraux se sont développés, avec des

membres de plus en plus coupés des travailleurs et des mobilisations. Cela ne fut pas sans provoquer des crises, dans des secteurs tels que l'activité en direction des femmes (affaire Antoinette¹) ou de l'immigration. La plupart des cadres étaient éduqués à une chasse aux gauchistes qui parfois affaiblissait durablement des structures syndicales. Les luttes des OS, des immigrés, des femmes, l'emblématique lutte des Lip furent le plus souvent animées par des structures CFDT, parfois elles-mêmes en conflit avec leurs directions.

LE PATRONAT À L'OFFENSIVE

Parallèlement, le patronat engagea un processus tendant à modifier en profondeur l'organisation du travail, avec pour objectif de briser tout ce qui était collectif ou tendait à des formes de collectivisation. Pour Nicolas Hatzfeld, il s'agit de « démassifier, revaloriser-hiérarchiser, personnaliser », selon la formule du responsable de la gestion des personnels ouvriers de Peugeot Sochaux. Il faut « briser la logique massive qui découle de la conjonction de deux éléments : l'organisation taylorienne du travail d'un côté, et la puissance d'un syndicalisme de classe représenté par la CGT et la CFDT de l'autre côté »²

La stratégie patronale était basée sur la déstructuration des grands groupes industriels : externalisation de services ou activités allant du ménage à la gestion du personnel, développement de la sous-traitance avec mise en concurrence pour accroître les marges et réduire les grands sites de production. L'introduction du toyotisme combinait la gestion en « juste à temps » (variation-modulation des productions), la réduction des stocks et des coûts, la responsabilisation des salariés par eux-mêmes sur la qualité et la productivité. Les nouveaux modes de management ont allié des formes d'auto-contrôle et de surveillance (outils informatiques, procédures, indicateurs) et l'annualisation et le décloisonnement du

temps de travail (ordinateurs, téléphones portables, temps partiels, horaires découpés). Le tout complété par l'individualisation de la rémunération et des horaires, jusqu'à celle du contrat de travail. La taylorisation dans ses formes les plus avancées, plus que jamais implantée dans l'industrie, s'est généralisée dans le tertiaire, le technique qualifié et le commerce.

Cette profonde déstructuration de la classe ouvrière s'est traduite par une individualisation du rapport au travail et une tendance à la disparition des collectifs professionnels, entraînant un affaiblissement des ripostes collectives depuis le maillon élémentaire de l'atelier, de l'équipe, des bureaux, jusqu'aux entités plus larges que sont l'usine ou la branche professionnelle.

LA LENTE ÉROSION DU SYNDICALISME

Ces profondes transformations de l'organisation de la production, de la distribution, ont été mises en œuvre sur fond de développement du chômage de masse à partir du premier choc pétrolier de 1974. L'existence de l'« armée industrielle de réserve » pèse désormais sur les possibilités de riposte des travailleurs. La précarisation de l'emploi aggrave l'insécurité sociale, tout en sapant des collectifs de travail désormais souvent constitué de salariés aux statuts très différents et soumis aux nouvelles formes de management décrites précédemment.

C'est à ce moment que les effectifs syndicaux ont commencé à chuter. Les premières inquiétudes sur l'emploi ont pesé sur les mobilisations, avec des réponses syndicales hésitantes et divisées. L'arrivée de la gauche au gouvernement, en 1981, qui n'était pas assise sur une montée des luttes, contribua à multiplier les confusions. Si son premier gouvernement mit en œuvre des réformes espérées (début de diminution du temps de travail, retraite à 60 ans), la rupture fut brutalement consommée avec le tournant de l'austérité, entraînant découragement, déstabilisation, perte de repères et de confiance. Ces phénomènes frappèrent de plein fouet le PCF et par répercussion la CGT. La baisse des effectifs

syndicaux s'accéléra.

Des fractions de la gauche de gouvernement tentèrent de profiter de la situation pour transformer le syndicalisme « à la française » en syndicalisme « à l'allemande » : multiplication des espaces de négociation, des réunions de concertation (lois Auroux), développement des droits pour une prépondérance des CE (comités d'entreprise) et CHSCT (comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) au détriment des DP (délégués du personnel), accentuation de la rupture dans la hiérarchie des normes avec la possibilité accrue d'accords dérogatoires. La CGT ne trouva pas sa voie dans cette évolution qui bénéficia à la CFDT, engagée depuis le milieu des années 1970 dans le « recentrage ».

La chute du mur de Berlin asséna le coup de grâce à toute une génération de militants déjà bien en peine de construire une voie vers le « socialisme à la française ». Perte définitive de repères politiques et idéologiques, prise de distance brutale avec la politique : encore plus dure fut la chute pour ces militants qui fournissaient l'encadrement militant et

tique de Billancourt était fermée.

En novembre-décembre 1995, la mobilisation dut beaucoup au forcing fait d'un côté par FO pour ne pas perdre la main sur la gestion de la Sécu, de l'autre par la CGT pour ne pas perdre pied dans les secteurs disposant de régimes spéciaux de retraite, en particulier la SNCF. La mobilisation se limita pour l'essentiel au secteur public, sans que la grève dite par procuration ne joue un rôle autre que médiatique, et sans qu'il n'y ait non plus de radicalisation de couches significatives de la classe ouvrière. Son succès relatif (blocage provisoire de la situation, quoique sans avancées significatives) et une fin de mouvement chaotique ne conduisirent pas à un renforcement significatif des organisations syndicales, tout en conduisant à une crise dans la CFDT avec pour conséquence le développement des SUD.

Ensuite, sous le gouvernement Jospin (1997-2002), la mise en œuvre des lois Aubry sur la réduction du temps de travail contribua souvent à renforcer les doutes sur l'action syndicale. L'intensification du travail et l'augmentation de sa pénibi-



Dans les manifestations de novembre-décembre 1995 en défense des retraites et de la sécurité sociale. DR.

les repères politiques de la CGT depuis des décennies. L'exemple de Renault est significatif : dans ce bastion, vitrine sociale pour tout le pays, fournissant cadres et dirigeants pour la Fédération de la métallurgie et la confédération, la CGT perdit la majorité dans la plupart des sites, en même temps que l'usine embléma-

lité, le quasi blocage des salaires laissèrent un goût amer.



LA VOIE HASARDEUSE DU RECENTRAGE

Le bradage délibéré, à contre-courant de la volonté des salariés, du système de retraites d'EDF-GDF, permettant d'engager le processus de privatisation de l'entreprise³, a marqué une accélération dans la rupture avec un des piliers de la CGT et dans l'affaiblissement de ses positions dans le secteur public qui, outre les avantages matériels considérables qu'il apportait, s'inscrivait dans la logique du grignotage de l'intérieur de l'appareil d'Etat de ses prérogatives économiques, partie intégrante du projet politique du PCF.

Dans la CGT, ce fut le temps des changements de nom des structures, de la mise en place de commissions ad hoc pour élaborer les positions des organisations en lieu et place des instances élues, des appels systématiques aux experts, de la multiplication des commandes de sondage permettant de justifier des positionnements et modes d'actions. Dans la foulée, la suppression d'un collectif, d'une commission permettait quelques épurations « politiques » et la restructuration de l'appareil de presse, des réductions d'effectifs permettant de faire des économies. L'intégration dans la CES (Confédération européenne des syndicats) a augmenté le nombre d'experts, d'économistes, de spécialistes des questions internationales, coupés de tout lien avec les instances syndicales, sans parler de la base. Ce qui permit à certains de prendre ouvertement parti pour le « Oui » au référendum de 2005 sur le TCE (Traité constitutionnel européen). La propagande devint de la communication, et il se créa même une cellule de reclassement pour les responsables devenus indésirables dans leur structure.

C'est d'ailleurs pendant la campagne pour le « Non » que la direction confédérale, après s'être retrouvée en minorité à l'issue d'un débat qui avait pour une fois dépassé le strict périmètre des structures intermédiaires (fédérations et unions départementales), accéléra les tentatives de réforme des structures. Dans cette sé-

quence, elle tenta de faire croire qu'elle était capable de refléter l'état d'esprit de la base, tandis que que les niveaux intermédiaires auraient été « surpolitisés », en décalage par rapport aux syndiqués « acteurs-décideurs » selon la novlangue confédérale. En fait, ce sont 74 % des sympathisants de la CGT qui ont voté « Non » au TCE (70 % à la FSU, 65 % à SUD, 64 % à Force ouvrière, 46 % à la CFDT, 37 % à la CFTC et 35 % à la CFE-CGC).

Les années suivantes ont vu se perpétuer ce décalage, mêlant absence de volonté et incapacité à susciter des mobilisations permettant d'engranger au moins des succès partiels. Les mobilisations sur les retraites, la sécurité sociale, les régimes spéciaux et les échecs répétés sur lesquels elles ont débouché validèrent les stratégies de repli, le recentrage dont le simple vocable évoque douloureusement la mutation de la CFDT de la fin des années 1970. Le succès (modeste en réalité) de la mobilisation sur le CPE (contrat première embauche, 2006) fut mis sur le compte de l'unité syndicale, du syndicalisme rassemblé, en escamotant la raison essentielle qui était la mobilisation massive de la jeunesse.

La victoire de Sarkozy en 2007, théorisée

de l'époque, Bernard Thibault, « nous ne sommes ni dans l'opposition, ni dans l'accompagnement, nous jugerons aux actes ». Sous prétexte de rapport de forces dégradé et des difficultés à mobiliser, la direction confédérale s'est installée dans la logique des diagnostics partagés et des recherches de solutions communes face à l'agressivité du gouvernement.

La « position commune » sur la représentativité, au-delà du marché de dupes sur les heures supplémentaires, a illustré à la fois la volonté de concertation avec le gouvernement et l'engagement accéléré sur la voie d'un syndicalisme de représentation, centralisé bureaucratiquement et s'éloignant toujours plus de l'entreprise et des luttes. Dans la foulée, de multiples accords nationaux ont été signés après des consultations bidon des structures : formation professionnelle, égalité hommes/femmes, sur le stress au travail...

Le départ chaotique de Bernard Thibault, en 2013, a mis en lumière les fragilités de la construction de cet équilibre. La crise sans précédent qui a débouché sur la chute de Lepaon en constitue la suite. Sa résolution est encore éloignée. □



En mars 2013 au 50^e congrès de la CGT, les trois secrétaires généraux avant Martinez : de gauche à droite, Thierry Lepaon (2013-2015), Louis Viannet (1992-1999) et Bernard Thibault (1999-2013). Photothèque rouge/JMB.

comme un recul durable des forces politiques de la gauche institutionnelle, fournit l'occasion d'accentuer les tendances lourdes déjà à l'œuvre. La prise de distance encore plus nette avec « le politique » s'est alors affirmée. Pour le secrétaire général

1 Voir « Les féministes de la CGT, Histoire du magazine Antoinette (1955-1989) », Jocelyne George, Éditions Delga.

2 Nicolas Hatzfeld, « Organiser, produire, éprouver : histoire et présent de l'usine de carrosserie de Peugeot à Sochaux (1948-1995) », thèse de doctorat d'histoire, EHSS, Paris 2000.

3 Voir « Une privatisation négociée, La CGT à l'épreuve de la modification du régime de retraite des agents d'EDF-GDF », Adrien Thomas, Éditions l'Harmattan.

De Thibault à Martinez, une crise de direction

PAR ROBERT PELLETIER

Si les tensions et crises ont toujours existé dans la CGT, une nouvelle étape a été franchie en 2005, quand le comité confédéral de la CGT a appelé à voter non au référendum sur le TCE (Traité constitutionnel européen), contre l'avis de son secrétaire général, Bernard Thibault, qui proposait que sa confédération ne prenne pas position.

Pour l'exécutif confédéral, ce camouflet venait confirmer la nécessité d'une réorganisation en profondeur des structures de la CGT.

DES RÉFORMES BLOQUÉES

La réforme du système de cotisation engagée quelques mois plus tôt devait être mis en place dans toutes les structures, malgré les oppositions fortes de fédérations et syndicats importants. Dans cette nouvelle phase, il s'agissait de briser le corporatisme à dimension politique des fédérations rebelles, de circonvier les unions départementales (UD) jugées pour certaines trop politisées, et de réduire au silence des unions locales (UL) dont les plus actives se situaient en opposition aux orientations confédérales.

Une mystérieuse « commission ad hoc » fut mise en place, dont les préconisations étaient : réduction du nombre des fédérations à une dizaine, contre une quarantaine à ce moment ; chapeutage des UD par des unions régionales construites depuis l'échelon confédéral et calquées sur le schéma géopolitique de l'Etat ; mise sous tutelle politique et financière des UL ; mise en place de structures interprofessionnelles dans les bassins d'emplois, pilotées par la confédération.

Mais du fait des résistances des structures visées, pratiquement aucune des ces mesures n'a vu le jour, repoussées de congrès en congrès. La seule structure réellement mise sous tutelle a été le comité des privés d'emploi (syndicat des chômeurs), jugé depuis trop longtemps rebelle.

Par la suite, la signature de la position commune CGT-CFDT sur la représentativité syndicale a largement alimenté les tensions. Cet accord, transformé en loi en 2008, et censé « sécuriser » les accords collectifs, n'a en fait eu que peu de

conséquences pratiques. La plus significative a été, comme beaucoup le redoutaient, la perte de représentativité de syndicats CGT dans les entreprises où elle est faiblement implantée. L'autre aspect étant la plus grande précarité des représentants de section syndicale, un statut devenu un piège pour celles et ceux qui n'obtiennent pas la représentativité et se retrouvent sans protection juridique.

UNE DIRECTION CONTESTÉE

C'est ce climat marqué par des oppositions plus ou moins sourdes qui, au-delà des autres enjeux et rivalités affichés, a prévalu lors de la bataille pour la succession de Bernard Thibault, marquant les débats, fractures et votes.

Historiquement, les questions voire les crises politiques et organisationnelles étaient réglées en amont des congrès, à l'intérieur du PCF. Aujourd'hui, affaiblissement organisationnel et affaïssement politique se renforcent et s'alimentent. Avec l'effacement de la fraction liée au PCF, l'ancienne hégémonie stalinienne a été peu à peu supplantée par des courants proches du Parti socialiste, à travers un réseau de commissions et d'experts ne rendant aucun compte aux instances régulières de la confédération. Dans ce contexte, Thierry Lepaon paraissait le moins gênant pour les grosses fédérations surtout soucieuses de préserver leur pré-carré organisationnel et pour des courants internes voulant conserver leur influence. Quand les médias et les politologues ne percevaient que des querelles de personnes, mûrissaient en fait les contestations qui allaient exploser.

Au lieu de calmer le jeu, le positionnement politique de Lepaon n'a fait qu'exacerber les tensions. L'affichage grossier de son goût du dialogue social, associé à un autoritarisme qui, contrairement à

celui de Thibault, ne s'appuyait pas sur une autorité morale, a alimenté des critiques ouvertes et virulentes. Et prêté le flan à des opérations médiatiques sur son mode de vie, qui ont rendu l'air des locaux de Montreuil irrespirable à nombre de militants.

C'est ainsi que s'est constituée une opposition mêlant exigences démocratiques et critiques des aspects les plus voyants du dialogue social (conférences sociales), tout en affirmant une volonté de dépassement du fractionnement des ripostes entre partis, syndicats, associations. Cette opposition hétérogène associait des structures de la fonction publique, de la chimie, de la région parisienne, du commerce, de certaines UD en régions, de syndicats et de personnalités reconnues.

La plupart de ces protagonistes ont également participé à l'animation des Collectifs « Alternative à l'austérité ». Ce sont ces structures que l'on a retrouvé le plus souvent à l'initiative des mobilisations des 12 avril et 16 décembre 2014, dans le secteur du commerce, en pointe de la lutte contre la loi Macron, et plus généralement là où la confédération était pour le moins timorée, le plus souvent au prétexte de l'unité syndicale.

L'élection du nouveau secrétaire général, Philippe Martinez, dans une suite de procédures tendant à changer le moins de choses possible, n'apparaît finalement que comme un simple replâtrage. D'autant plus que les positionnements de la nouvelle direction confédérale sont loin de faire l'unanimité. Atermoiement dans la mobilisation contre la loi Macron, refus d'opposition totale à la loi Rebsamen au prétexte de prétendues avancées sur les TPE-PME, rapproche-





ment avec la CFDT font de nouveau monter les contestations. De même que le coup d'éponge passé sur les dérives de Lepaon.

DIFFICILE REDÉPLOIEMENT

Les difficultés de la CGT ne se résument pas à celle de construire et faire passer dans la pratique une orientation qui refuse l'affrontement avec le gouvernement et s'installe dans un dialogue social qui ne dit pas son nom. L'autre grave problème est l'affaiblissement militant de l'ensemble des structures, fait de baisses d'effectifs et d'absences de repères politiques même réformistes.

Dans un rapport de forces dégradé, les luttes sociales sont loin d'être inexistantes mais butent aussi sur des pratiques syndicales qui ne permettent même pas d'engranger des succès partiels grâce à la combativité ouvrière. Ainsi la grande grève (30 jours) des personnels de Radio France a été littéralement sabotée par l'absence de construction au jour le jour d'une mobilisation qui est restée, pour l'essentiel, enfermée dans la Maison Ronde. Au nom de la préservation d'une unité syndicale de façade, les responsables CGT ont aligné la stratégie du syndicat sur celle des moins combatifs. De la même façon, l'importante mobilisation des personnels de la santé souffre d'une stratégie dans laquelle les ambiguïtés dans le rapport à l'administration et au gouvernement sont couvertes par la préservation de l'unité intersyndicale.

Dans le même temps, l'engagement de secteurs significatifs de la CGT sur les terrains de la lutte contre les discriminations (sexistes, raciales, basée sur l'orientation sexuelle), contre la répression antisyndicale ne doit pas être négligé, ni résumé à des simples calculs électoralistes ou de sauvegarde d'effectifs.

Les congrès des fédérations du commerce, du transport, de la santé, ceux de plusieurs UD ont donné lieu à des affrontements importants à la lecture politique souvent difficile. Ce qui ressort est une exigence démocratique que l'on retrouve dans le « texte des 24 » de la direction fédérale Santé, mais qui ne s'accompagne

pas d'une critique claire des orientations fédérale et confédérale passées.

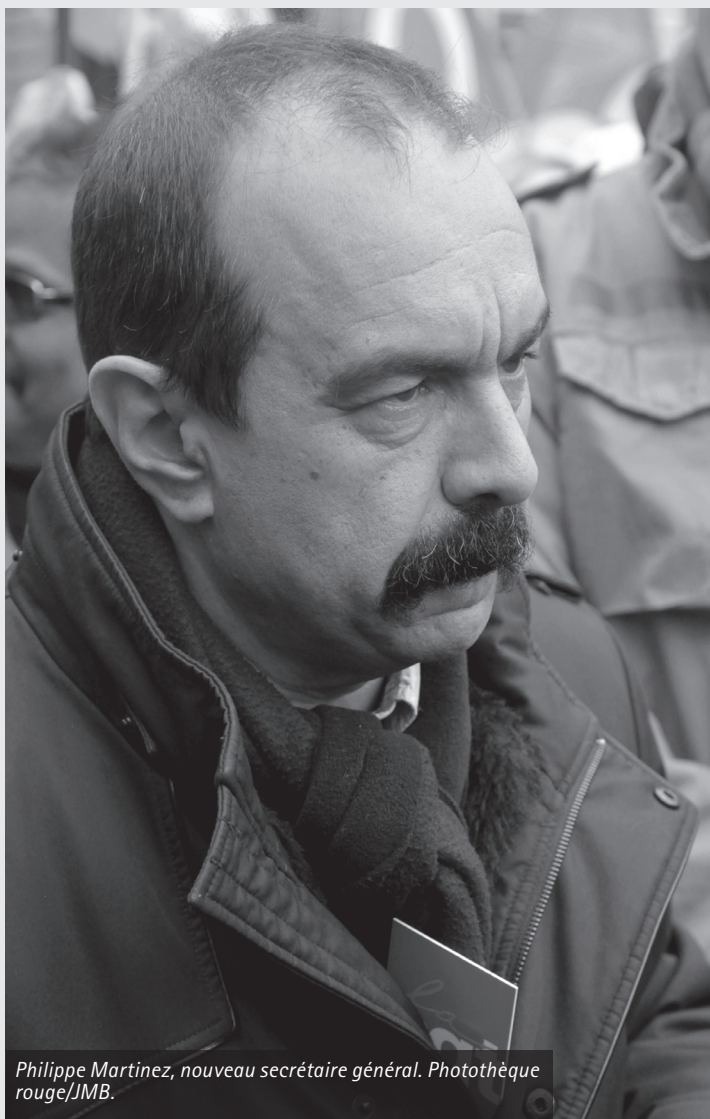
La préparation du prochain congrès confédéral, légèrement rapproché en

DES ENJEUX DE CLASSE

La bourgeoisie a deux options pour tenter de sortir le système capitaliste de la crise. L'option (sociale) libérale, portée

par le gouvernement Hollande, tente d'associer dans le « dialogue social » le patronat et les organisations syndicales à l'image de ce qu'à pu construire la social-démocratie allemande. Les organisations croupion comme la CFTC, la CFE-CGC voire l'UNSA, ou totalement en harmonie avec cette orientation comme la CFDT, peuvent s'engager sans risque dans cette voie. En fonction de son histoire, de ses traditions, du type d'ancrage d'une partie des ses structures militantes, l'affaire est plus difficile pour la CGT.

L'autre voie est celle que la Troïka tente d'imposer en Grèce, dans la logique des réorganisations des secteurs automobile et des télécommunications aux USA, qui se développe en Italie et s'insinue en France avec la perspective des accords emploi-compétitivité. Il s'agit non seulement de s'attaquer drastiquement à l'emploi, aux salaires et aux conditions de travail, mais aussi à des pans entiers des droits des salariés, en contraignant



Philippe Martinez, nouveau secrétaire général. Photothèque rouge/JMB.

les syndicats à se coucher ou à subir une répression inconnue depuis des décennies. Cela pourrait aller jusqu'à l'exclusion des organisations non signataires de toute présence dans les entreprises et branches concernées, avec des reculs sociaux imposés par le chantage à l'emploi et des validations par référendum plaçant les organisations syndicales en extrême difficulté. Les batailles d'orientation interne laissent toujours à l'écart une majorité de syndiqués et encore plus de salariés. Seul le développement de mobilisations posant à la fois les questions d'orientation et de démocratie ouvrière pourra donner les conditions de la construction de courants syndicaux se fixant comme projet une représentation de la classe ouvrière sur des bases de classe. □

raison de la situation interne, risque d'être chaotique. D'un côté, la direction confédérale va encore plus que d'habitude encadrer la désignation des délégués. Celle-ci se fait largement en amont de la mise en circulation de tout texte de discussion. Les délégués doivent d'abord et avant tout être représentatifs de la sociologie de la CGT, avec des démarches volontaristes en direction des techniciennes, des femmes et des jeunes. Ceci donne lieu à un tri politique qui est déjà difficilement contournable. Mais ce n'est pas suffisant pour la direction qui, au nom de la confédéralisation des mandats, va faire se croiser les mandats des fédérations et des UD. Les contestataires auront bien du mal à passer au travers de ce double tamis. Et le débat risque d'être encore appauvri, au moment même où le syndicalisme est confronté à des enjeux importants..

les syndicats à se coucher ou à subir une répression inconnue depuis des décennies. Cela pourrait aller jusqu'à l'exclusion des organisations non signataires de toute présence dans les entreprises et branches concernées, avec des reculs sociaux imposés par le chantage à l'emploi et des validations par référendum plaçant les organisations syndicales en extrême difficulté.

Les batailles d'orientation interne laissent toujours à l'écart une majorité de syndiqués et encore plus de salariés. Seul le développement de mobilisations posant à la fois les questions d'orientation et de démocratie ouvrière pourra donner les conditions de la construction de courants syndicaux se fixant comme projet une représentation de la classe ouvrière sur des bases de classe. □

La CGT et les femmes : du « familialisme » au féminisme

PAR FANNY GALLOT

Des années 1960 à aujourd'hui, l'orientation de la CGT concernant les femmes salariées a profondément changé. Pourtant, des pesanteurs subsistent.

A lors qu'une conception « familialiste », voire nataliste, avait longtemps accompagné l'hostilité syndicale au travail féminin, la syndicalisation des femmes dans les années 1968, tandis que se diffusait le mouvement féministe de la deuxième vague et que les grèves étaient nombreuses, a provoqué des bouleversements, non sans difficultés et retours en arrière. Près de 50 ans plus tard, la confédération se dit féministe et se pose la question de la place des femmes dans l'organisation ou à la direction.

UNE ORIENTATION FAMILIALISTE

Dans les années 1960, la CGT – dans le giron du PCF – lançait une campagne mettant l'accent sur la « fonction sociale » de la maternité et défendant l'idée de « protection » de la maternité, ce que des féministes dénonçaient comme étant différentieliste. Une décennie plus tard, avec l'accès à la contraception et la libéralisation de l'avortement (1974-1975), il s'agissait pour les féministes, non plus de s'appuyer sur la maternité, mais de la refuser lorsqu'elle n'était pas désirée.

Ce changement de paradigme s'est répercuté dans les organisations syndicales, mais avec des contradictions et des nuances. Ainsi, en 1971, tandis que « la CFDT affirme sa volonté de lutter aussi contre les rôles sociaux prédéterminés de l'homme et de la femme », la CGT refusait ce qu'elle appelle « l'égalitarisme intégral ».

En 1974, Christiane Gilles, au nom de la CGT, répondait qu'il est nécessaire de rechercher les « causes de la situation des travailleuses. Il est certain qu'elle découle de la place inférieure des femmes dans la société, mais pour la CGT, ce sont le gouvernement et le patronat qui sont responsables. Il faut s'attaquer à l'adversaire de classe, car la lutte des travailleuses n'est pas contradictoire

avec l'intérêt des travailleurs masculins ». Ceci dit, « il y a un retard à rattraper » et la « situation des travailleuses doit donc être prise de manière spécifique. »

C'est parce qu'elle est considérée comme « reproductrice du genre humain » que « la CGT envisage la "spécificité" de "la" femme. Il s'agit pour l'organisation syndicale de faire reconnaître cette "fonction sociale" qu'est la maternité ». La CGT s'appropriait ainsi la fête des mères pour en faire un moment revendicatif privilégié dans les entreprises et ce, sans en critiquer à aucun moment les origines idéologiques, en évoquant simplement la « tradition ». Fondamentalement, elle ne cherchait pas à faire évoluer les mentalités concernant la famille ou la natalité et refusait par exemple d'être partie prenante du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), considérant qu'il ne s'agit pas d'un cadre suffisamment large. Elle finit par soutenir la loi Veil en 1975, mais du bout des doigts.

L'EXPLOSION DE LA PAROLE FÉMININE : ENTRE FÉMININ ET FÉMINISME

En 1970, la CGT récusait nationalement une conception « féministe de l'égalité », qu'elle envisageait comme étroite et, en 1973, elle précisait cette analyse : « la conception "féministe" selon laquelle la société aurait été construite "par les hommes et pour les hommes" est erronée ». Cependant Madeleine Colin, ancienne membre du bureau confédéral de la CGT et directrice d'*Antoinette*, écrivait en 1975 qu'elle accepterait l'adjectif féministe à condition de s'en tenir à la définition du Petit Larousse d'alors qui stipulait : « Féminisme : tendance à améliorer la situation de la femme dans la société, à étendre ses droits. » Le mouvement féministe avait pris de l'importance et la CGT ne pouvait pas rester imperméable.

Dans ce contexte, en mai 1977 se réu-

nit la 6^e conférence des femmes salariées, où la parole féminine explosait. En effet, dans le contexte de l'insubordination ouvrière et de l'extension des mouvements féministes, une nouvelle génération de femmes syndicalistes se forgeait dans la foulée du mouvement de mai-juin 1968. Dans le textile et l'habillement en particulier, elles avaient « adhéré en masse ». La commission des mandats de la 6^e conférence des femmes salariées, réunie par la CGT en 1977, conclut que 37 % des délégué-e-s avaient adhéré après 1973 et les deux tiers après 1968¹.

Antoinette, le magazine féminin de la CGT, s'inscrivit pleinement dans cette dynamique. Les thèmes traités étaient alors innovants, voire provocateurs², tout en cherchant à entraîner les femmes salariées derrière le programme commun auquel il était régulièrement fait référence pour présenter les revendications de la CGT. Dans cette périodisation générale, des changements d'orientations s'observent dans le magazine en 1974, au moment de l'accord CGT-CFDT sur les femmes salariés, mais surtout en 1977, au moment de la 6^e conférence qui engage la confédération dans la « lutte contre le poids des idées transmises »³ : l'orientation familialiste est mise en question, les mentalités sont bousculées, ce qui perturbe certains militants de la CGT.

A cette période, les militantes des commissions féminines comme celle de l'UD du Rhône mettaient en œuvre des pratiques et des revendications que Madeleine Colin nommait en 1987 une « forme de féminisme que les travailleuses portent en elles et expriment à leur façon »⁴. Ainsi, même si la majorité des militantes récusait le féminisme, une continuité pouvait s'établir dans les pratiques de la commission féminine et les pratiques féministes.





Dans la manifestation pour les droits des femmes du 17 octobre 2009. Photothèque rouge/JMB.

LE TEMPS DES CRISES : DE GEORGETTE VACHER À ANTOINETTE

Au tournant des années 1980, alors que les mouvements féministes et l'extrême gauche refluaient, la dynamique enclenchée par le 40^e congrès de la confédération et la 6^e conférence des femmes salariées (1977) était interrompue au niveau confédéral au moment de l'arrivée d'Henri Krasucki à la tête de la CGT. Comme le 40^e congrès, la 6^e conférence n'était pas suivie des effets escomptés dans la CGT et nombre de militantes du secteur féminin de l'UD du Rhône le regrettaient. La journaliste Catherine Simon était allée à la rencontre de certaines de ces militantes et rendait compte de cette déception dans un article intitulé « Voyage à l'UD-CGT du Rhône : la guerre lente »⁵. Elle écrivait que si la 6^e conférence avait marqué un tournant, il ne s'agissait pas d'une « brèche », et « encore moins d'une percée ».

Au contraire, les militantes du secteur féminin rencontraient des résistances croissantes de la part de la direction lyonnaise. Par exemple, le

25^e anniversaire d'Antoinette, le 6 décembre 1980, représentait pour elles « le summum, dans le domaine du *Bâton-dans-les-roues* » car des militantes du secteur féminin souhaitaient faire de cet anniversaire une initiative de grande envergure, ce que ne permit pas le bureau de l'UD. De la même façon, tandis que les militantes souhaitaient faire du 8 mars 1981 une échéance importante pour l'organisation syndicale, l'instance locale de la CGT la limitait à un « rassemblement "bien encadré" [...] en centre ville. »

C'est dans ce contexte tendu qu'intervint le suicide de Georgette Vacher. L'ouvrière syndicaliste et permanente de l'UD du Rhône avait participé au 40^e congrès à Grenoble et s'était beaucoup investie dans la 6^e conférence des femmes salariées. Elle avait rédigé une brochure localement, organisé des conférences des femmes salariées en 1979 et repris la liberté de ton exprimée dans la 6^e conférence, puisqu'elle mettait publiquement en cause le comportement de certains de ses « camarades » lors du 28^e congrès de l'UD

du Rhône en 1978, durant lequel une demi-journée était consacrée aux femmes salariées. Elle s'inquiétait des retours en arrière qu'elle percevait dans la confédération tant au niveau du secteur féminin qu'au niveau de l'orientation générale.

Un mois avant sa mort, le 28 septembre 1981, la CE de l'UD lui avait retiré ses responsabilités départementales du secteur féminin, tandis qu'une partie de son syndicat Calor l'avait désavouée. Le 21 avril 1981, lors d'une réunion de Bureau de l'UD (qu'elle avait enregistrée clandestinement), la direction lui avait fait part de nombreux reproches tels que, entre autre, ses relations avec l'extrême gauche ou la CFDT ou sa façon de diriger le secteur féminin comme « un Etat dans l'Etat », avec remarques personnelles qui la conduisirent à considérer ce bureau comme un « procès ». La veille du 29^e congrès de l'UD du Rhône, tenu du 21 au 23 octobre 1981, Georgette Vacher mit fin à ses jours après avoir préalablement laissé des cassettes audio dans lesquelles elle racontait son histoire et expliquait son geste en

mettant en accusation l'UD du Rhône. En plus des cassettes, elle laissait derrière elle plusieurs lettres d'adieu. Elle y dénonçait notamment la reproduction de la domination masculine dans l'organisation syndicale et la division sexuée du militantisme. Elle montrait que les deux seules configurations acceptées par les membres masculins de l'UD étaient le déni de la féminité ou son insignifiance ; il n'y avait pas de place pour une femme syndicaliste à part entière.

Peu de temps après ce tragique événement, la « reprise en main » du secteur féminin par Henri Krasucki, qui faisait suite aux débats internes ayant secoué l'organisation syndicale autour de l'intervention soviétique en Afghanistan (1979), ou autour du coup de force de Jaruzelski en Pologne contre Solidarnosc (1981), conduisait au licenciement des rédactrices d'Antoinette⁶ ainsi qu'à la fin progressive des commissions féminines.

1995 : NOUVELLES PRÉOCCUPATIONS FÉMINISTES ET ENJEUX ACTUELS

La CGT a connu une « décennie silencieuse »⁷ sur la question des femmes salariées après la 7^e conférence de 1985, et c'est à partir de 1995 que la question de la place des femmes dans l'organisation syndicale s'est reposée, à l'occasion de la conférence mondiale des femmes de Pékin et de l'importante manifestation pour les droits des femmes du 25 novembre 1995.

Dans ce contexte, le collectif femmes-mixité, relancé en 1993, re-

vendiqua la parité des structures de la CGT, qui fut actée par le congrès confédéral en 1999⁸. Dans le même temps, Maryse Dumas, alors élue au bureau confédéral de la CGT, soulignait qu'il s'agissait de « dépasser la notion de "spécificité" », car, précisait-elle, « parler de spécificité pour les femmes signifie bien que le centre, le global, le majoritaire est masculin »⁹. Elle ajoutait que « notre syndicalisme est féministe parce qu'il agit pour l'émancipation et la liberté des femmes »¹⁰.

Cependant, malgré ces mesures et ces changements d'orientation, c'est toujours « la figure d'un militant désincarné, détaché de toute une partie du monde réel »¹¹ qui domine dans les organisations syndicales en général, ce qui rend difficile l'implication des femmes. L'égalité formelle ne proscriit pas le machisme de certains hommes qui continuent d'adopter un fonctionnement au « masculin neutre » avec quelquefois le souci de préserver des avantages. De manière générale, « les syndicats se révèlent peu accueillants pour les femmes et ce en dehors d'une volonté explicite de les exclure. Des mécanismes internes et externes aux organisations étudiées se cumulent pour rendre l'entrée et la promotion de ces dernières des plus difficiles. La conception du "bon" syndicaliste, les conventions et réseaux sociaux masculins, les rôles familial et professionnel ou les modalités de cooptation des responsables se révèlent particulièrement réfractaires à un dépassement du genre. »¹² C'est donc dans un militantisme local que les femmes syndica-

listes s'impliquent et se forgent souvent une identité de militante valorisante. □

1 Marx R., « Debout, les damnées de la terre ! Les commissions féminines de la CGT du Rhône, 1970-1982 », Mémoire de maîtrise sous la direction de Mathilde Dubesset, Pierre Mendès France, IEP de Grenoble, 2002, p. 51.

2 Olmi J., « Oser la parité syndicale, La CGT à l'épreuve des collectifs féminins », L'Harmattan, 2007, p. 107.

3 Julienne A., « Le rôle du magazine féminin de la CGT, Antoinette dans les luttes menées par les femmes pour leur libération entre 1970 et 1982 », Mémoire de maîtrise d'Histoire, Université Paris VII, 1990, p. 133, cité par Loiseau D., « Femmes et militantismes », Paris, Montréal, L'Harmattan, 1996, p. 169.

4 FEN (France), « Le féminisme et ses enjeux : vingt-sept femmes parlent », Paris, Edilig, 1988, p. 93.

5 Rubrique sur « le syndicalisme au féminin » intitulée « Bureaucratie » du numéro de la revue « Question clés » parue en novembre 1981.

6 CHT, Collectif des licenciées d'Antoinette, « La mémoire d'Antoinette ; ou comment le magazine féminin dont la CGT se félicitait est soudain chargé de tous les maux et son équipe presque entière liquidée », Paris, Collectif des licenciées, 1982.

7 Silvera R., « Le défi du gender mainstreaming (approche intégrée de l'égalité) pour le syndicalisme en France », 2002, p. 66.

8 Silvera R., « Le nouveau défi de l'égalité pour le syndicalisme français : l'exemple de la charte de la CGT », C. Guillaume et S. Pochic (dir.), Actes de la journée « Genre et syndicalisme. Regards croisés franco-anglais », EHESS, Paris, 2010.

9 Collectif, « L'actualité, table ronde », Confédération générale du travail (dir.), « Les femmes et le syndicalisme : actes du colloque 2-3 décembre 1999 », Montreuil, Institut d'histoire sociale, 2001, p. 87.

10 Maryse Dumas in Collectif, « L'actualité, table ronde », Confédération générale du travail (dir.), « Les femmes et le syndicalisme : actes du colloque des 2-3 décembre 1999 », Montreuil, Institut d'histoire sociale, 2001, p. 87.

11 Le Quentrec Y., « Militantes syndicales : une égalité à faire vivre », www.Sens-Public.org, 22 mai 2009.

12 Buscatto M., « Syndicaliste en entreprise, une activité si masculine », P. Roux et O. Fillieule (dir.), « Le sexe du militantisme », Presses de Sciences Po, 2009, p. 75-91.

« Ils ne me reconnaissent pas comme dirigeante car je ne les ai pas pris comme modèle »

Dans les faits et en ayant aujourd'hui comme eux le statut que j'ai depuis quatre ans, de permanente et de membre du bureau de l'UD, je suis tout à fait consciente d'être quelqu'un d'accessoire qui n'est pas reconnu.

Alors, ça se traduit de multiples manières dans le quotidien. Ça se traduit que je me contente au niveau des informations, de ce qui est dit au bureau. [...] Là, c'est vrai qu'il y a peut-être une... il y a même sûrement des relents de passivité, de... Pas de dépendance, parce que je ne me sens pas dépendante, mais c'est vrai que sur un certain front, j'ai abandonné la bagarre, et j'ai préféré mettre toute mon énergie au niveau de ce qui se passe dans le secteur féminin que de me cogner la tête contre le mur de vingt mecs qui n'ont rien à me dire et ne veulent surtout pas que je sois responsable avec eux finalement. [...]

Alors, pour être reconnue il faudrait prendre le même style autoritaire, supérieur et hautain que je me refuse à prendre, auquel je ne crois pas. Ils ne me reconnaissent pas comme une véritable dirigeante parce que je ne les ai pas pris pour modèle. Et maintenant, voyant ce que je vois, j'ai encore moins que jamais envie de les prendre pour modèle ; il me semble que si on avait des équipes de dirigeants qui soient dans le style des camarades femmes responsables que je connais, la CGT, sur le département, aurait une autre gueule.

Georgette Vacher, *Chacun compte pour un*, extrait.

CGT et immigration : histoire oubliée, rencontre manquée ?

PAR UGO PALHETA

Les rapports entre mouvement ouvrier et immigration constituent indéniablement un pan oublié d'une histoire de l'immigration qui ne s'est elle-même développée en France que tardivement, dans la foulée des travaux de l'historien Gérard Noiriel¹.

Dans l'histoire de la classe ouvrière, du mouvement syndical et en particulier de la CGT, on trouve généralement peu d'éléments sur la condition des travailleurs immigrés, leurs luttes mais aussi leurs rapports avec la gauche et le mouvement ouvrier.

Pourtant, dès la fin du 19^e siècle, les travailleurs immigrés ont constitué une composante structurelle de la classe ouvrière et de son renouvellement. Si cette dimension a été en grande partie refoulée, voire occultée, non seulement par la République française, mais aussi par le mouvement ouvrier, c'est à la fois en raison de l'emprise en France de l'idéologie assimilationniste, mais aussi du fait de l'adhésion profonde de la majorité des directions syndicales et de la gauche réformatrice au modèle d'un « Etat national social »², fondé en partie sur la coupure entre nationaux et étrangers.

Toutefois, le mouvement syndical – notamment la CGT – s'est adressé à de nombreuses reprises, spécifiquement, aux travailleurs immigrés et a pris en charge, au moins partiellement, leurs revendications. Des équipes militantes ont mené des combats contre les discriminations et des convergences se sont nouées en différentes occasions entre une minorité de militants français et des militants immigrés, par exemple en faveur de l'indépendance de l'Algérie³ ou pour la régularisation des travailleurs sans-papiers dans la période récente.

L'histoire des rapports entre la CGT et l'immigration reflète ainsi les contradictions structurant le mouvement syndical : de plus en plus englué dans les structures d'un Etat orienté vers la mise en valeur du ca-

pital national, le syndicalisme a le plus grand mal à mettre en œuvre une politique active qui s'adresse directement aux travailleurs immigrés et les implique.

« PROTÉGER LA MAIN-D'ŒUVRE NATIONALE » OU UNIFIER LE PROLÉTARIAT ?

Même si la CGT s'est ouverte en 1900 aux étrangers, c'est essentiellement au cours et dans la foulée de la Première Guerre mondiale que la question de l'immigration et de la place des travailleurs immigrés dans la classe ouvrière s'est trouvée posée par – et dans – le syndicalisme. Si l'immigration était alors un phénomène déjà ancien⁴, le manque de main-d'œuvre industrielle et agricole consécutif à la guerre a contraint le patronat et l'Etat à recourir beaucoup plus largement à une main-d'œuvre immigrée, que ce soit pour combattre ou pour travailler dans les usines et les champs.

Les années 1920 ont vu l'afflux massif de travailleurs immigrés, divisés par l'Etat entre « étrangers » (italiens, polonais, espagnols, belges, etc.) et « coloniaux » (notamment algériens), qui venaient effectuer les travaux les plus pénibles des industries du Nord, de Lorraine, de région parisienne et du Sud-est. Les immigrés constituant une fraction de plus en plus importante du prolétariat (ils sont près de 3 millions en France au début des années 1930), le mouvement syndical a été contraint de se positionner sur la question devenue décisive de l'immigration et des travailleurs immigrés. Divisé entre la CGT et la CGTU sur de nombreuses questions d'orientation générale après la scission de 1921-1922 (qui avait suivi de peu la scission poli-

tique de 1920 entre la SFIO et le PC), le syndicalisme français s'est également scindé sur ce plan.

Plutôt que de chercher à unifier prolétaires français et immigrés, la CGT défendait une approche protectionniste et tombait en grande partie dans le piège de la concurrence, considérant que sa mission était « de protéger d'abord les intérêts de la main-d'œuvre nationale »⁵. Si l'entrée de travailleurs étrangers n'était pas contestée dès lors que l'économie était en phase ascendante, les périodes de chômage ont vu la CGT s'aligner de facto sur les couches du prolétariat les plus sensibles à la propagande xénophobe, légitimant l'idée selon laquelle les travailleurs immigrés seraient responsables – au moins partiellement – des difficultés subies par les prolétaires français, et non le système capitaliste.

Lors de son 3^e congrès à Lille, en 1925, la CGTU révolutionnaire – liée au PC mais aussi à des courants syndicalistes révolutionnaires, du moins dans un premier moment – partait d'un point de vue très différent. Elle considérait que les travailleurs immigrés constituaient « un facteur essentiel des possibilités de lutte et de réalisation ouvrières » et défendait donc une politique d'unification du prolétariat, qui passait notamment par une dénonciation virulente du colonialisme français : la centrale revendiquait ainsi l'abolition du code de l'Indigénat et, en octobre 1925, appelait à une journée de grève générale contre la guerre du Rif.

La CGTU luttait en outre contre les préjugés xénophobes et les inégalités – de salaires et de droits, syndicaux et politiques – entre travailleurs français et immigrés. C'est dans ce but qu'elle incita ces derniers à s'or-

ganiser collectivement dans le cadre d'une organisation spécifique qui lui était liée : la Main-d'œuvre étrangère (MOE), créée dans les années 1920, qui devint dans les années 1930 la Main-d'œuvre immigrée (MOI) avant de se muer en groupe armé – les FTP-MOI – sous l'Occupation⁶.

Le tournant « patriotique » pris par le mouvement communiste stalinisé provoqua un affadissement des positions du PC et de la CGTU concernant l'immigration. Si la CGT et la CGTU parvinrent à s'entendre au moment de la réunification syndicale de 1936, ce fut ainsi au prix de l'abandon des revendications de « liberté complète des frontières » ou d' « embauchage libre » antérieurement portées par la CGTU, même si demeuraient celles relatives à l'égalité des droits (notamment syndicaux). Pourtant, le mouvement de grève de mai-juin 1936 et la montée de l'antifascisme provoqua un afflux de nouvelles adhésions, particulièrement fort du côté des travailleurs immigrés (notamment italiens et espagnols), qui passèrent de 50 000 à 350-400 000 syndiqués après le congrès de réunification.

DE LA RECONSTRUCTION AUX ANNÉES 1980 : LES CONTRADICTIONS DE LA CGT

À la Libération, la CGT, à nouveau réunifiée mais sous la direction du PCF, attint une puissance inédite, comptant au congrès de 1946 près de 5,5 millions d'adhérents. Dans un contexte de reconstruction de l'économie nationale, le mouvement syndical se trouva de nouveau confronté à la question de l'immigration et aux dilemmes de la période précédente, avec une donnée nouvelle : une part croissante des travailleurs immigrés venait de pays colonisés par la France, en particulier l'Algérie et le Vietnam, au moment même où se développaient les luttes de libération nationale.

L'histoire de l'immigration allait dès lors se croiser de plus en plus avec celle du racisme structurel, qui s'affirmait en France en continuité avec le système colonial. Dans les entreprises, les immigrés coloniaux puis postcoloniaux étaient ainsi destinés, presque toujours, aux postes de manœuvres et d'ouvriers spécialisés (OS), là où une partie des travailleurs blancs (nationaux mais aussi immi-

grés européens) parvenait à grimper l'échelle ouvrière, c'est-à-dire à accéder aux postes d'ouvriers professionnels (OP) ou du petit encadrement. C'est à cette situation que la CGT eut le plus grand mal à répondre : sur la question coloniale comme sur celle du racisme, le PCF – qui dirigeait alors la CGT d'une main ferme – développait une politique éminemment ambiguë, qui répondait mal aux attentes des immigrés postcoloniaux, et plus tard de leurs enfants.

Étudié en détail par Laure Pitti⁷, le cas de Renault-Billancourt est significatif : les ouvriers algériens, qui y étaient très nombreux, se rapprochèrent de la CGT au début des années 1950. La CGT mettant en avant des revendications à la fois syndicales et politiques, notamment l'indépendance nationale algérienne, les militants syndicaux parvinrent à nouer dans l'usine des liens avec des ouvriers algériens, souvent organisés dans le cadre du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). La centrale ne contestait guère la gestion coloniale de la main-d'œuvre, en particulier les discriminations systématiques à l'avancement et la non-reconnaissance des qualifications, mais menait alors des combats importants contre les dispositifs d'encadrement spécifiques qui ciblaient les ouvriers algériens, mais aussi contre les différences de traitement en matière d'allocations familiales.

La guerre d'Algérie allait changer la donne, quoique ce changement ne s'opéra pas immédiatement : si le PCF dénonça d'emblée l'insurrection déclenchée par le FLN le 1er novembre 1954, c'est surtout le vote des pouvoirs spéciaux par les parlementaires communistes en mars 1956, non critiqué voire justifié par la direction de la CGT, qui modifia la situation et distendit les rapports entre les ouvriers algériens et la centrale (même si la majorité des Algériens membres de la CGT y demeurèrent, sur le conseil du FLN⁸). Même si des convergences pouvaient s'opérer contre la répression, cette prise de distance se marquait clairement dans la divergence des revendications : paix et lutte antifasciste (contre l'OAS) du côté de la CGT, indépendance nationale du côté des ouvriers algériens.

La période ouverte par les grèves de

mai-juin 68 constitua une deuxième source de clivages entre CGT et immigrés. Elle marqua « l'entrée des travailleurs immigrés comme acteurs autonomes des luttes sociales »⁹. Réduits jusque-là au statut de victimes et soumis à un traitement humanitaire, ils devinrent des acteurs de plus en plus incontournables des mouvements. Dans le cadre de l'usine s'affirmaient ainsi les luttes des OS immigrés, qui se battaient pour l'égalité des droits, le respect de normes d'hygiène et de sécurité, et plus généralement contre le statut d'« OS à vie ». Hors de l'usine, c'est contre les « marchands de sommeil » et les taudis auxquels on les condamnait qu'ils luttaient, à travers notamment des mouvements de grève des loyers, mais aussi contre les crimes racistes ou pour la libération de la Palestine. À la fin des années 1960, la CGT chercha à s'implanter davantage parmi les travailleurs immigrés¹⁰, défendant notamment l'extension des droits syndicaux aux immigrés, diffusant des journaux en langues étrangères (arabe, portugais, espagnol et italien), etc. En s'appuyant sur les OS immigrés, la centrale syndicale parvint ainsi à reconstruire une implantation dans certaines usines de l'industrie automobile où les syndicats au service des patrons – CFT puis CSL – étaient parvenus à marginaliser tout syndicalisme combatif. Les conflits très durs du début des années 1980, notamment à Citroën-Aulnay et Talbot-Poissy¹¹, cristallisèrent ainsi un clivage social, racial et syndical, entre des OS immigrés syndiqués massivement à la CGT (mais aussi à la CFDT), et des OP français syndiqués à la CSL¹².

Si la CGT parvint en partie à représenter et à canaliser les aspirations des immigrés sur les lieux de travail, elle connut des difficultés à partir des années 1970 en se montrant généralement hostile à toute démarche autonome, notamment sur les questions dépassant le strict cadre de l'usine et apparaissant plus « politiques » (racisme, anti-impérialisme, logement). Ces derniers trouvèrent ainsi davantage de soutien – et un respect de l'autonomie de leurs





luttons – du côté de la CFDT, de la gauche chrétienne (JOC, FASTI, Cismade) et de l'extrême-gauche.

LA CGT FACE À DE NOUVEAUX DÉFIS

Une nouvelle période s'est ouverte au cours des années 1980, marquée par le chômage de masse, qui s'ins-

mier plan la situation des descendants de colonisés, cibles de discriminations systématiques sur le marché du travail et du harcèlement policier. Or la CGT ne fit guère de la lutte contre les discriminations racistes un véritable combat syndical, laissant se développer – du côté des organisations dominées par le PS, notamment SOS-Racisme – un anti-racisme moral et orienté vers les

opposition avec la SFIO, qu'elle soit guesdiste ou jaurésienne, sur la plupart des questions d'orientation. Les divergences portaient notamment sur l'internationalisme, dont la question de l'immigration est l'un des corollaires, tant le développement de l'impérialisme – avec son cortège de guerres, d'inégalités et de misère – avait poussé des centaines de milliers de travailleurs hors de leurs pays.

Au fil des crises économiques, sociales et politiques qui ont marqué le 20^e siècle, cette opposition s'est rejouée sous différentes formes et la CGT a connu bien des dérives, reprenant parfois à son compte, ou ne combattant pas, la propagande xénophobe. Or, du fait notamment de son intégration croissante à l'appareil d'Etat, elle demeure plus que jamais partagée entre des traditions anti-impérialistes et son adhésion au modèle d'un « Etat national social », réduisant les immigrés – notamment postcoloniaux – au statut de travailleurs « invités », donc de seconde zone. □



Les sans-papiers CGT dans la manifestation du 9 avril 2015 contre la loi Macron. Photothèque rouge/JMB.

tallait pour longtemps et affectait en particulier les travailleurs venus des anciennes colonies françaises, premières et principales victimes des vagues de licenciement dans l'industrie. Les patrons ont en effet profité de la « crise » pour licencier ceux qui s'étaient montrés particulièrement combatifs durant les conflits ayant secoué l'industrie au début des années 1980 : lorsque Talbot a annoncé en juillet 1983 un plan de 2905 licenciements à l'usine de Poissy, c'étaient à 80 % des travailleurs étrangers qui étaient concernés, avec une forte proportion de travailleurs originaires des DOM-TOM parmi les 20 % restants.

Mais cette période a également vu l'émergence de luttes qui ont bousculé la gauche et le mouvement ouvrier, dont la CGT. A l'automne 1983, la Marche pour l'égalité et contre le racisme mobilisa des dizaines de milliers de jeunes habitants des quartiers populaires et mit au pre-

blancs (« Touche pas à mon pote »), plutôt que vers les premiers concernés.

Un nouveau champ de lutte s'est par ailleurs ouvert autour de la cause des travailleurs immigrés en situation irrégulière, progressivement connus dans le débat public sous le nom de « sans-papiers ». Même si une grève de sans-papiers éclata dès 1973³³, c'est dans les années récentes que les sans-papiers se sont fait reconnaître publiquement comme travailleurs, en usant de l'arme de la grève au cours du mouvement historique de 2008 qui a mobilisé plusieurs milliers de sans-papiers. La CGT y a joué, du début à la fin, un rôle décisif et incontournable, mais dans des rapports parfois difficiles avec les grévistes, soucieux de leur autonomie, et les collectifs de sans-papiers, portant une revendication de régularisation déconnectée de l'emploi.

La CGT fut d'abord dirigée par des syndicalistes révolutionnaires en

1 Voir en particulier : « Longwy. Immigrés et prolétaires. 1880-1980 », PUF, 1984.

2 Selon l'expression de René Gallissot. Voir : « Le mouvement ouvrier face aux travailleurs immigrés », « Hommes et migrations », 2006, n°1263.

3 Voir notamment : Clara et Henri Benoits, « L'Algérie au cœur. Révolutionnaires et anticolonialistes à Renault-Billancourt », Syllepse, 2014.

4 On trouve un million d'étrangers en France dès 1881, pour une population française d'environ 39 millions.

5 Léon Gani, « Syndicats et travailleurs immigrés », Editions sociales, 1972, p. 12.

6 Secrétaire général de la CGT de 1982 à 1992, Henri Krasucki fut membre de la MOI.

7 Voir notamment L. Pitti, « La main-d'œuvre algérienne dans l'industrie automobile (1945-1962), ou les oubliés de l'histoire », Hommes et migrations, 2006, n° 1263.

8 Le FLN se constitua chez Renault après le vote des pouvoirs spéciaux et dans une CGT sous hégémonie PCF, la direction locale de la CGT négociant directement avec le FLN la composition des listes de délégués.

9 M.-C. Blanc-Chaléard, « Les travailleurs immigrés en quête d'autonomie », in « Histoire des mouvements sociaux en France », La Découverte, 2012.

10 Voir M. Apostolo, « Traces de luttes. 1924-2007 », Autrement, 2008.

11 Voir V. Gay, « Des grèves de la dignité aux luttes contre les licenciements : les travailleurs immigrés de Citroën et Talbot, 1982-1984 », Contretemps-web, mars 2013.

12 Le 7 décembre 1983 à Talbot-Poissy, c'est en chantant la Marseillaise et aux cris de « les Arabes à la mer, les Noirs au four » que les travailleurs non-grévistes encouragèrent les CRS à chasser les OS immigrés de l'atelier qu'ils occupaient.

13 Voir : P. Barron, A. Bory, S. Chauvin, N. Jounin et L. Tourette, « On bosse ici, on reste ici ! », La Découverte, 2011, p. 6-7.

ENTRETIEN AVEC PHILIPPE POUTOU

Cégétiste et candidat révolutionnaire à l'élection présidentielle

Une candidature complètement impensable jusque dans les années 2000 mais qui n'est passée inaperçue dans la galaxie CGT...

Quelles ont été les discussions dans ton syndicat avant ta désignation comme candidat du NPA ?

En mai 2011, nous étions en pleine lutte pour la défense de nos emplois et la sauvegarde de l'usine. C'est le 6 mai que Ford Europe annonçait sa décision de nous faire fabriquer une nouvelle transmission automatique. C'était pour nous une drôle de victoire après des années de bataille marquées par des rebondissements : fermeture d'usine programmée, départ de Ford, repreneur bidon, pouvoirs publics baladés, trompés et complices à la fois, mobilisation des salariés, manifestations au Mondial de l'auto, un retour de Ford et enfin du travail à nouveau.

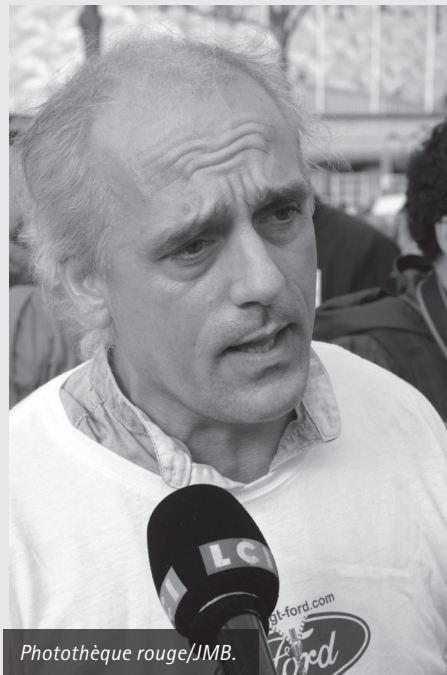
Ma « candidature » se discute dans ce contexte. Dans le syndicat CGT-Ford, certains camarades expriment leur soutien, pensant que cela peut prolonger la lutte, l'amplifier, populariser les luttes pour l'emploi, redonner confiance aux salariés... D'autres sont évidemment surpris ou s'inquiètent des conséquences dans la CGT, notre syndicat étant déjà en conflit avec nos structures.

Et les réactions dans la boîte ?

L'annonce de ma candidature et la campagne qui a suivi ont été des événements dans l'usine. Les collègues, qu'ils aient été dans la lutte ou pas, qu'ils soient proches ou pas politiquement, ont pour la plupart réagi positivement. Impressionnés par la chose, avec un sentiment de fierté car un des leurs était aux « présidentielles ». Même des chefs, des cadres réagissaient presque en soutien. La campagne a été suivie par une majorité qui n'avait jamais fait très attention à une campagne électorale. Mes passages étaient suivis, commentés, critiqués. Certains rigolaient de mes « gaffes », de mes difficultés, de ma timidité, de mes habits mal choisis. Certains me conseillaient, m'encourageaient à être plus confiant. Des collègues espéraient une marionnette aux « Guignols de l'info ». Le fond des interventions n'était pas le plus discuté mais quand même, ça réagissait sur certaines questions. Notamment sur la régularisation de tous les sans-papiers. Comme

ils m'entendaient le dire à la télé, cela devenait une idée pas forcément partagée mais qui se discutait sérieusement. Beaucoup pensaient qu'étant candidat, ça mettait la lumière sur l'usine Ford et cela ne pourrait qu'aider à la sauvegarde de l'usine. En fait j'étais pour eux le candidat des ouvriers Ford ou même celui de tous les ouvriers mais pas celui du NPA.

Quelles ont été les réactions de l'appareil CGT ?



Photothèque rouge/JMB.

A ce moment-là, j'étais membre de la direction élargie de l'union départementale. Mes relations avec les responsables et les bureaucrates de la structure départementale comme fédérale (métallurgie) étaient, et sont encore, plutôt mauvaises. Beaucoup de tensions, de disputes lors de chaque réunion. Ma « candidature » a changé la relation sur un aspect : il n'y avait plus l'agressivité habituelle dans les échanges, il y avait même parfois des sourires, des petites blagues, des mains sur l'épaule, des questions sympas sur ma campagne, je devenais presque un copain. Ce n'était pas la même chose avec les militants, les camarades « d'en bas », des

syndicats d'autres boîtes. Les relations étaient fraternelles, il y avait cette fois-ci la fierté qu'un camarade de la CGT les représenterait quelque part dans ces élections.

Cela a-t-il influé sur la lutte dans la boîte ?

Difficile à dire. Cela a porté les regards sur l'usine Ford et renforcé la médiatisation lors de nos actions. Cela a aussi un peu modifié les relations avec les pouvoirs publics, avec le Préfet. On prenait un peu d'importance. Du côté de la direction de Ford, cela a aussi modifié les relations qui étaient très tendues et conflictuelles. Cela s'est « calmé » d'un seul coup. La direction était comme impressionnée, elle était en face de quelqu'un de connu, « vous êtes un personnage officiel de la République ». Ford a visiblement fait le choix de me laisser tranquille. Ce n'était pas rien à l'époque. Une seule fois, la direction est « intervenue » dans la campagne. Elle n'avait pas apprécié ma déclaration comme quoi je refusais d'acheter une voiture Ford parce que je n'avais pas envie d'avoir le logo sous les yeux quand je partais en vacances. Elle m'avait demandé de faire une rectification.

Quel a été impact de l'affaire Lepaon ?

Les médias qui m'oublient peu à peu, le temps passant, m'ont brusquement recontacté au moment de l'affaire Lepaon, se rappelant que j'étais militant CGT. J'ai clairement exprimé la critique des bureaucrates (pas seulement de Lepaon), de l'absence de démocratie, la déconnexion réelle entre des dirigeants sous influence gouvernementale et patronale et les militants de base dévoués, pris dans l'urgence sociale quotidienne. Ces interventions n'ont pas plu aux « chefs » du syndicat, certains réagissant agressivement. Du côté des militants, par contre, même si parfois ils pensent qu'il ne faut pas critiquer ouvertement notre syndicat, au risque de nous fragiliser un peu plus, beaucoup apprécient au contraire la dénonciation de la bureaucratie tant la colère existe devant son absence de volonté de construire une véritable riposte. □

Indonésie 1965 : un million de communistes massacrés

PAR CHRISTINE SCHNEIDER

Le 50^e anniversaire des massacres de masse en Indonésie vient rappeler que dès lors que leurs intérêts sont tant soit peu menacés, l'impérialisme et les classes dominantes à son service se révèlent sous leur vrai visage, tout sauf « démocratique »...

Vu de France, que connaît-on de ce pays ? Bali est la destination paradisiaque soumise à un tourisme forcené. Aceh, au nord de Sumatra, est la région la plus touchée par le tsunami de 2004, où la Charia a force de loi, et où s'échouent depuis le début de l'année les réfugiés du Bangladesh et de Thaïlande. Quant à la Papouasie, annexée en 1969, les journalistes y sont interdits de parole sur les exactions commises par les militaires et la police. Considérée d'un point de vue plus global, l'Indonésie est généralement présentée comme l'une de ces « économies émergentes » qui devrait nous redonner confiance dans l'avenir du capitalisme.

Plusieurs « anniversaires » ont lieu cette année : la Conférence des Non-alignés de Bandung en 1955, le coup d'Etat militaire de Suharto et les massacres des communistes indonésiens en 1965, l'annexion du Timor en 1975. On ne s'arrêtera ici qu'aux deux premiers événements. Ils sont liés, car c'est bien la menace que l'Indonésie joue un rôle clé dans la mise en place d'un nouvel ordre mondial lors de la Conférence de 1955 qui a amené les Etats-Unis, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale à soutenir activement, en 1965 et après, le coup d'Etat puis la dictature de Suharto. C'est ainsi que voilà 50 ans, suite au coup d'Etat, l'Indonésie subit l'un des plus sanglants massacres de l'histoire.

UN PASSÉ AU PARFUM D'ÉPICES

L'Indonésie est l'un des plus grands Etats archipélagiques avec les Philippines. Ce sont plus de 13 000 îles, au milieu de la « ceinture de feu », avec le risque permanent d'éruptions volcaniques de très grande ampleur. Aujourd'hui, ce sont plus de 250 millions d'habitants, concentrés sur quatre

grandes îles soit 70 % du territoire : Java, la plus peuplée, Sumatra, Sulawesi et Kalimantan. C'est un pays que traversent trois fuseaux horaires, comme de Londres à Téhéran.

L'espace indonésien regroupe encore sur son territoire un très grand nombre de peuples, de cultures et de langues différentes. Au niveau de l'espace central (Java et Sumatra), il appartient à l'aire culturelle du monde malais. Nous ne raconterons pas ici l'histoire des Etats indianisés, le royaume de Shrivijaya centré sur Sumatra du 5^e au 14^e siècle, l'essor du royaume du Mojopahit au 14^e siècle, les premiers Etats musulmans à Java au 15^e siècle. Il faut surtout garder à l'esprit l'arrivée des Chinois et l'ancienneté des relations commerciales dans toute l'Asie du Sud-est bien avant cette époque, ainsi que l'introduction de l'Islam au travers des marchands, les premiers musulmans n'étant pas des Arabes mais des Indiens convertis à l'Islam d'Asie centrale ou du Yu-Han.

Les îles les moins connues aujourd'hui, mais qui ont attiré les européens dès le début du 16^e siècle, sont celles de l'archipel des Moluques : les « îles aux épices ». Ces marchandises précieuses, utilisées en cuisine et en pharmacie, étaient soumises à de fortes taxes par leurs intermédiaires chinois, malais, ottomans... Deux routes les acheminaient vers l'Europe : l'une par la mer, l'autre terrestre, celle de la soie. Ce sont d'abord les Portugais qui montèrent des expéditions maritimes pour tenter de trouver la « route des Indes » et s'affranchir de ces taxes. Arrivés aux Moluques, ils parvinrent à des accords avec les princes locaux pour la production des épices. Les Anglais, puis les Hollandais les combattirent militairement et soumièrent les sultanats locaux. Pour bâtir un monopôle et mieux

contrôler toute la production, les Hollandais allèrent jusqu'à concentrer les plantations sur quelques îles en faisant arracher les arbres des plus grandes. A Banda, ils massacrèrent la population qui s'y opposait.

LA PÉRIODE COLONIALE

Muscade, girofle, poivre, cannelle, piments, vanille feront la fortune de la Compagnie des Indes orientales, implantée dès 1619 à Batavia (l'actuelle Jakarta), sur l'île de Java. A la fin du 18^e siècle, l'Etat néerlandais assumait la responsabilité directe de l'exploitation. Les villages indonésiens étaient corvéables et sur les bonnes terres étaient aménagées des plantations de café, de canne à sucre, d'indigo.

A la fin du 19^e siècle, après le creusement du Canal de Suez, les Indes orientales se rapprochèrent de la métropole, l'émigration de colons néerlandais s'intensifia. Les transformations de la révolution industrielle en Europe et dans le monde, la course aux matières premières influèrent sur les choix des cultures agricoles. Deux nouveaux produits furent cultivés : l'hévéa et l'huile de palme. Des mines d'étain furent exploitées. L'histoire de l'Indonésie est un exemple particulièrement cynique d'une métropole qui exploite méthodiquement sa colonie à son seul profit. Les Etats-Unis s'intéressèrent aux ressources en pétrole et au caoutchouc dès le début du 20^e siècle.

Le contrôle de cet immense territoire fut cependant un processus de longue durée qui se fit par annexions successives. Au début du 19^e siècle, une révolte éclata suite à la modification du mode de fermage. Les Hollandais tirèrent la leçon de cette rébellion d'un prince local, adossée à un mécontentement profond des paysans. Désormais, ils flattèrent la noblesse javanaise afin de

garder le contrôle des populations par son intermédiaire.

VERS L'INDÉPENDANCE

Au début du 20^e siècle, un mouvement nationaliste divers se forma principalement autour de deux courants, le mouvement islamiste et le mouvement socialiste. Le premier grand parti nationaliste musulman, le Sarekat Islam, était d'ailleurs lui-même inspiré au début par les idées socialistes, dont la figure de proue à sa création était Henk Sneevliet, futur cadre de l'Internationale communiste puis de l'Opposition de gauche animée par Trotsky.

A la fondation du Parti nationaliste in-

favorisèrent la mise en place d'un corps militaire, préfiguration de la future armée indonésienne, puis d'une organisation de masse rassemblant les musulmans.

A la fin de la guerre, malgré la volonté des Hollandais de récupérer leur colonie, l'indépendance fut finalement proclamée, mais elle fut suivie de quatre ans de lutte armée. Les Hollandais utilisèrent les aides du plan Marshall à la reconstruction des Pays-Bas pour faire débarquer des troupes en Indonésie. Le 27 décembre 1949, lorsqu'enfin les Hollandais acceptèrent l'indépendance, la situation économique était catastrophique.

des mouvements de contestation de diverse nature. Dès 1948, il tenta d'écraser le mouvement communiste en s'appuyant sur l'armée. Puis il dut faire face à la rébellion du Darul Islam qui mena une lutte armée dans les années 1950 pour établir un Etat islamique. Il s'opposa au mouvement de sécession dans les Moluques, encouragé par les Hollandais. Il proclama la loi martiale en 1957 pour faire face à des rébellions militaires locales. Il annexa la Papouasie qui réclamait son indépendance.

Soekarno lança en 1959 le principe de la « démocratie dirigée » destinée à renforcer considérablement le pouvoir présidentiel, tout en s'appuyant sur le

« Pancasila ». Devenu le fondement idéologique de l'Etat, le Pancasila est formé de cinq principes : unanimité et délibération, unité du pays, justice sociale pour tous, foi en une humanité juste et civilisée, croyance en l'existence d'un dieu unique. Cela veut dire un Etat non pas laïc mais multiconfessionnel sur la base de cinq religions : l'islam, le catholicisme, le protestantisme, l'hindouisme et le bouddhisme. L'islam était mis au même rang que les autres religions, l'idée nationale semblant primer sur le reste.

Dans ce contexte, Soekarno finit par trouver dans le Parti communiste indonésien (PKI) un allié de poids, qui a fait le choix de soutenir les aspects progressistes de sa politique après avoir renouvelé assez profondément sa direction et sa stratégie. Le PKI parlait de conquérir le pouvoir dans la légalité et faisait passer les intérêts nationaux avant les intérêts de classe. Formé en 1920 et issu du Parti socialiste, le PKI était l'un des plus importants partis communistes hors Union Soviétique. Il avait survécu à deux fortes répressions : l'une en 1927 par les autorités coloniales hollandaises, l'autre en 1948 par le nouveau gouvernement indonésien. En 1956, lors des dernières élections pluripartites, il avait recueilli 16,7 % des voix, tandis que le parti nationaliste (PNI) de Soekarno en obtenait 25 %. En 1962, trois millions de membres du PKI étaient recensés, ainsi que de 10 à 20



donésien (PNI), Soekarno utilisa le slogan « Nasakom » pour tenter d'établir l'unité du mouvement nationaliste indonésien : une harmonie entre nationalisme, religion (« Agama ») et communisme. Durant cette période, une nouvelle langue fut choisie, le « Bahasa », qui est aujourd'hui la langue enseignée dans toutes les écoles du pays, afin de renforcer l'idée d'une nation qui en tant que telle n'avait jamais existé avant l'époque coloniale du moins à cette échelle.

En 1941 commençait la guerre du Pacifique. En 1942, les Japonais débarquèrent. Ils furent accueillis tout d'abord en libérateurs, mais menèrent une politique brutale d'exactions et de pillage afin de mettre les ressources de l'Indonésie au service de leur effort de guerre. Les nationalistes indonésiens étaient partagés entre collaboration et résistance. Après avoir imaginé une annexion, les Japonais leur promirent l'indépendance à la fin de la guerre. Ils

SOEKARNO, UN DIRIGEANT ANTI-IMPÉRIALISTE CONFRONTÉ À SES PROPRES CONTRADICTIONS

Le président Soekarno est à la fois le fondateur de l'Indonésie moderne et celui du « Mouvement des pays non-alignés ». Derrière le mythe du dirigeant anti-impérialiste se trouvait un nationaliste populiste et autocrate.

En 1950, l'Indonésie était plongée dans le chaos et devait faire face à trois défis : construire une nation en faisant l'unité d'un pays soumis à de nombreux mouvements centrifuges ; s'entendre sur la place de l'islam alors que de nombreux mouvements militaient pour l'établissement de la Charia ; faire face à la question sociale et tout particulièrement au problème de la réforme agraire.

Pour faire l'unité de l'Indonésie et réaliser le slogan de la jeunesse indonésienne en 1928 (« Une patrie, une nation, une langue »), Soekarno réprima



millions de sympathisants dans les organisations de masse proches. Le pays avait alors 115 millions d'habitants.

APRÈS BANDUNG, LA FUITE EN AVANT

En 1955, l'Indonésie s'affirmait à l'échelle internationale. Soekarno prit l'initiative de la Conférence afro-asiatique, qui symbolisa l'éveil du Tiers Monde. 25 pays d'Afrique et d'Asie furent réunis à Bandung – dont l'Inde de Nehru et la Chine de Mao et Zhou Enlai. C'était l'affirmation d'une troisième voie possible dans le contexte de la guerre froide. C'était aussi pour Soekarno une manière de faire oublier les difficultés internes.

Fin 1957, l'Indonésie entrait dans une crise économique importante due à la baisse des produits d'exportation vers le marché mondial, mais également à l'état chaotique d'une administration minée par la corruption. La roupie indonésienne s'effondrait. Les syndicats de gauche militaient pour qu'on saisisse les biens des Hollandais. Mais lorsque les entreprises furent nationalisées, l'armée en prit le contrôle et entendit en profiter sur le plan politique et économique. Dans les entreprises les nouveaux patrons, souvent militaires, s'opposèrent à la participation ouvrière. La mise en œuvre de l'économie dirigée se fit difficilement. En 1960, la réforme agraire qui prévoyait de limiter la taille des propriétés, une redistribution des terres et un partage des récoltes, se heurta également à des résistances. Au final, tout ceci ne fit que polariser davantage les tensions entre d'un côté le PKI et de l'autre les militaires.

En 1963, après un cessez le feu entre l'Indonésie et les Hollandais et plusieurs mois d'administration onusienne de la colonie hollandaise, l'ouest de la Nouvelle-Guinée (la Papouasie ou Irian Jaya) passa sous administration indonésienne, malgré la résistance indépendantiste. Toujours en 1963, la fédération de Malaisie fut proclamée par les Britanniques avec l'intégration des anciens territoires britanniques de l'île de Bornéo. Cela mit fin à l'ambition nationaliste de Soekarno qui voulait défendre l'idée d'une grande Indonésie dépassant les

frontières coloniales. En réaction, l'Indonésie sortit de l'ONU et des institutions issues de Bretton Wood en 1965 et nationalisa toutes les entreprises étrangères.

Aux yeux des Américains, qui l'avaient pourtant soutenu face aux Hollandais en 1948-1949, Soekarno apparaissait de plus en plus incontrôlable, alors même que les Etats-Unis engagés dans le « borbier vietnamien » avaient justement besoin d'alliés fiables dans la région.

1965, BIEN PLUS QU'UN COUP D'ETAT MILITAIRE

Le 30 septembre 1965, l'assassinat de sept généraux était imputé aux communistes. Ce fut le point de départ et le prétexte pour justifier le coup d'Etat du général Suharto, qui se transforma assez rapidement en un véritable pogrom



Suharto avec les président et vice-président US, Kennedy et Johnson. DR.

visant à l'extermination des communistes ou supposés tels.

L'assassinat des généraux fut revendiqué par un « Mouvement du 30 septembre » (GS30 ou Gerakan September Tiga Puluh), qui aurait voulu protéger Soekarno d'une tentative de coup d'Etat de généraux de droite complottant depuis plusieurs années. S'agissait-il à l'inverse d'un coup d'Etat raté, soutenu par les communistes, ou encore d'une mise en scène – mais manipulée par qui ? Toujours est-il qu'Aidit et Lukman, respectivement président et vice-président du PKI, étaient eux-mêmes à ce moment-là membres du gouvernement. Et que le PKI, après avoir soutenu le GS30, se rétracta et ne mobilisa pas ses sympathisants pour les soutenir. Par contre, le général Suharto profita d'une lutte interne au sein de l'armée pour s'emparer du pouvoir, tout en écrasant ce mouvement de ré-

bellion, avant d'écarter Soekarno et se lancer dans une croisade contre le communisme.

Après la reprise en main de la capitale Jakarta, une propagande massive fut lancée. Renommé Gestapu, le GS30 fut présenté comme un complot soutenu par la Chine, avec un scénario de prise du pouvoir et l'installation d'une dictature prônant l'athéisme. Les militaires mobilisèrent la population au nom de la défense des traditions et de la religion, transformant ce combat en une lutte vitale pour la défense de son identité. Dans l'imagerie propagandiste, les généraux avaient été émasculés par des prostituées membres de Gerwani, l'organisation des femmes du PKI.

L'extermination du courant communiste fut progressive : interdiction du parti et de ses organisations sœurs ; puis, une semaine plus tard, des jeunes anti-communistes d'une association islamique (la Nhadhlatul Ulama, forte de plusieurs millions de membres) commencèrent à incendier les locaux du PKI avec leurs occupants. L'armée encouragea la population à l'aider, et des groupes d'extrême droite furent dépêchés pour tuer. A Bali, par exemple, des unités de l'armée disposaient de listes de personnes à exécuter.

Mais la répression fut infiniment plus large. Car très rapidement, on s'en prit à tous les partisans d'une réforme agraire

et à tout opposant à la tradition des castes issues de l'hindouisme. A Sumatra, ce furent les travailleurs agricoles des plantations. Les Chinois, considérés comme riches et exploités, figurèrent également parmi les victimes, principalement à Java. Toutes les organisations liées au PKI furent touchées : les femmes, les paysans, les syndicats, etc.

L'ampleur des massacres est estimée entre 500 000 et 1 million de morts. Au-delà d'un simple coup d'Etat, la classe dominante tenta d'éradiquer d'un coup l'ensemble des contradictions qui minaient le pays depuis l'indépendance.

LE RÔLE DES ETATS UNIS, DE LA BANQUE MONDIALE ET DES PUISSANCES OCCIDENTALES

L'Indonésie fit alors son retour au sein du « monde libre » dans un bain de

sang. En 1966, l'ambassadeur US à Jakarta prenait la peine de rassurer Suharto : « *les Etats-Unis voient plutôt d'un bon œil et admirent ce que l'armée est en train de faire* ». Il est reconnu que la CIA avait donné une liste de 5000 personnes à liquider, et que cela est devenu un modèle notamment pour le coup d'Etat militaire au Chili.

L'Indonésie rejoignit le FMI en 1967 et obtint une annulation de la dette contractée par Soekarno, ainsi qu'une aide supplémentaire pour résorber la crise du pays, tout en fermant l'œil sur la corruption. Les décennies suivantes virent l'économie se développer à travers une mise en coupe réglée des richesses naturelle du pays. La BBC parle d'un « *régime autoritaire qui a autorisé les technocrates à gérer le pays avec succès* ». L'Indonésie de Suharto, comme le Chili de Pinochet avec l'« *Ecole de Chicago* », devint un terrain d'expérimentation des politiques néolibérales.

La double fonction de l'armée perdurait : défense contre l'ennemi intérieur, mais également acteur économique. La corruption était érigée en système. Le centre, c'est-à-dire Java, récupérait les revenus de la périphérie avant d'en redistribuer une fraction selon un système de népotisme qui a fait de la famille Suharto la plus riche du pays. Un programme de transmigration, c'est-à-dire le déplacement volontaire ou forcé de paysans javanais vers d'autres îles, constitua le moyen de contourner la réforme agraire mais fut source de conflits avec les populations locales, comme en Papouasie.

L'HISTOIRE REVISITÉE SOUS LA DICTATURE ET LES TRACES AUJOURD'HUI

Chaque année au 1^{er} octobre, tous les écoliers doivent regarder un film sur le G30S qui justifie l'action de Suharto, la mise à l'écart de Soekarno et la répression du Parti communiste. Mais c'est

en fait toute l'histoire qui a été revisitée pendant la dictature au profit d'un « *ordre nouveau* » censé marquer une nouvelle naissance pour l'Indonésie. Les cartes d'identité des rescapés des

de 1965, mais également sur les plus de 1200 morts, 90 blessés et 30 disparus des émeutes de 1998 qui ont mis fin à la dictature de Suharto dans le contexte de la crise asiatique.



Pendant le coup d'Etat de 1965. DR.

camps de travail et d'internement portaient l'inscription « *ET* » pour ex-tapol (ancien prisonnier politique). Ils étaient astreints à résidence et frappés d'interdits professionnels, leurs familles placées sous contrôle collectif. Les familles des communistes ou supposés tels ont été discriminées. Aujourd'hui, se dire communiste reste tabou et passible d'emprisonnement. On présente souvent l'Indonésie comme un pays musulman modéré, et de fait il existe plusieurs traditions en son sein. Mais il est toujours impossible de se dire athée ou même agnostique, d'autant que la question a aussi un enjeu politique.

Le travail de la Commission sur les droits de l'Homme et de « *réconciliation et vérité* » est bloqué depuis 2012 sur la reconnaissance des massacres

Les blocages ne viennent pas que des militaires, qui occupent toujours une place déterminante dans la vie du pays. Ce n'est pas non plus uniquement le résultat d'un « *lavage de cerveau* » après des dizaines d'années d'une dictature qui avait une dimension totalitaire. C'est aussi un phénomène profondément ancré dans la société parce que des millions de gens ont participé aux massacres collectifs de 1965-1966 et que la peur d'une vengeance a été transmise aux générations suivantes. Prendre en compte l'ampleur de ce qui a été en réalité l'amorce d'un génocide permet de comprendre la difficulté aujourd'hui à briser le silence sur cette histoire. □

Pour aller plus loin

Livres

- « *Le Parti communiste indonésien* », Françoise Cayrac-Blanchard, Fondation nationale des sciences politiques, A. Colin, 1973.
- « *Dissidence : Pramoedya Ananta Toer, itinéraire d'un écrivain révolutionnaire indonésien* », Anton Aropp, Ed. Kailash, 2004.
- « *Mitt Romney, la diplomatie à la pointe du fusil* », Johann Hari, *Le Monde Diplomatique*, octobre 2012.
- « *La Banque mondiale et le FMI en Indonésie : une intervention emblématique* », Eric Toussaint, CADTM, 2 novembre 2014.

Films

- « *The Act of Killing* », 2012 et « *Look of Silence* », 2014, Joshua Oppenheimer.

Le hareng de Bismarck, ou le poison du nationalisme

PAR YANN CÉZARD

En lisant *Le hareng de Bismarck (le poison allemand)*¹, on apprend peu sur l'Allemagne, rien sur l'Europe, beaucoup sur Jean-Luc Mélenchon. Disons-le tout net : en dénonçant le « poison allemand » il distille malheureusement le poison du nationalisme.

Mélenchon prévient dès l'« avertissement » : « ceci est un pamphlet. Pas un ouvrage savant. Le ton et le style sont ceux de la polémique. Mon but est de percer le blindage cotonneux des béatitudes et des langueurs de tant de commentateurs hypnotisés par l'Allemagne ». Il s'agirait donc d'une méthode, brutale, revendiquée comme telle, mais éminemment saine : choquer pour bousculer les bien-pensants et les forcer au débat. Pourquoi pas ? Mais que dire quand il écrit : « arrogante comme jamais, l'Allemagne est rendue aux brutalités, chantage et punitions pour ceux qui n'obéissent pas au doigt et à l'œil au nouvel ordre des choses qu'elle est parvenue à imposer. Une nouvelle saison cruelle de l'histoire vient de commencer en Europe » ?

On voit déjà la fine tactique : Mélenchon éructe, les mass médias s'indignent... et l'invitent. Et là, sur le plateau, Mélenchon explique les terribles mécanismes de domination actuellement en cours en Europe. Soit... Sur la forme, c'est déjà un usage pervers d'un système, le système médiatique, lui-même pervers. Les provocations mélenchoniennes s'alimentent des indignations convenues des stars du journalisme (pour lesquelles critiquer le fonctionnement de l'Union européenne est de toute façon déjà une confirmation du fait que les extrêmes se rejoindraient) et réciproquement. Superbe débat... Mais le fond n'est pas plus innocent que la forme. Car ce n'est pas l'arrogance des gouvernements et de tous les gestionnaires privés ou publics du capital en Europe que dénonce Mélenchon. Ce n'est pas cette odieuse tyrannie du capital et des gouvernements à son service. C'est l'Allemagne. L'Union européenne serait « un potage nauséabond cuisiné en Allemagne » où « mijo-

tent dans la même marmite la cupidité, un futur borné par le vieillissement, la volonté de puissance ».

D'ailleurs cela vient de loin : « un fil rouge court l'histoire en Europe depuis plus de 2000 ans. Il parcourt la France et l'Allemagne. Il se fixe le long de la frontière de l'Empire romain. Son limes a installé deux mondes de part et d'autre. En-deçà : la cité et le citoyen. Au-delà : la tribu et l'ethnie. » Et l'histoire l'a confirmé : « bien sûr la tradition révolutionnaire des Allemands a été un phare. Mais si en France vaille que vaille les Lumières gagnent toujours à la fin, elles ont toujours perdu en Allemagne. » A l'égard d'une telle malédiction historique, on pardonnera du coup volontiers à Mélenchon d'autres outrances, comme la comparaison de la malbouffe allemande, liée à la froide rationalité capitaliste de « l'Allemand », avec « les vins magnifiques de notre patrie » et l'art de vivre qui va avec (chapitre : « Qui a envie d'être allemand ? »).

« DE QUOI L'ALLEMAGNE EST-ELLE LE NOM ? »

Mélenchon part certes de quelques vérités. Le « modèle allemand » ne peut pas en être un pour les classes populaires européennes. Le « plein emploi » y repose sur la chute des salaires, les millions de « mini-jobs » à 450 euros par mois. Ce « modèle » antisocial n'est pas exportable (ce qui est embêtant pour un modèle), puisqu'il combine faiblesse de la demande intérieure et puissance exportatrice : les excédents commerciaux allemands ont pour contrepartie les déficits des autres pays, qui s'ils suivaient la « voie allemande » la ruineraient ipso facto. Il n'est pas durable, puisqu'il asphyxie la consommation populaire et les investissements publics.

Alors « de quoi l'Allemagne est-elle le nom ? » se demande Mélenchon. Les possédants de toute l'Europe citent l'Allemagne en exemple pour réclamer la baisse du coût du travail. « L'Allemagne » (après bien d'autres pays) est le nom du programme commun de toute la bourgeoisie européenne, de la

sainte alliance des banques, des syndicats patronaux et des gouvernements qui gèrent ses affaires. Cependant, à partir de ce constat de l'impasse des politiques austéritaires, on aurait aimé que Mélenchon nous dise s'il en déduit toujours qu'une relance par la consommation suffirait à sortir les classes populaires de



l'ornière. S'il envisage désormais de véritables mesures de contrôle sur le capital, contrairement au programme « *L'Humain d'abord* » qu'il portait en 2012. Et quelles conclusions tire-t-il de « l'expérience » Syriza ?

Mais il n'oriente pas sa pensée dans cette direction. Pour lui, l'Allemagne, bien plus qu'un « nom », EST le capitalisme d'aujourd'hui, financierisé, productiviste, antisocial, antidémocratique. On saura donc tout sur les banques allemandes qui ont pillé la Grèce (rien sur les françaises), sur l'agro-alimentaire allemand qui empoisonne (rien sur le cochon breton), sur le militarisme allemand (rien sur les expéditions néocoloniales de la France). L'Allemagne est l'unique centre de commandement de ce capitalisme prédateur imposé à

l'Europe. Et son bénéficiaire ? « Sa majesté le Retraité allemand » !

ACCABLER L'ALLEMAGNE, BLANCHIR LA FRANCE

Notre « patrie républicaine » comme il dit... C'est une distinction incroyable entre la France et l'Allemagne, leurs capitalismes et leurs institutions, on est tenté de dire leurs essences, qui est au cœur de sa vision de l'UE.

« L'Europe est allemande ». C'est l'Allemagne qui assassine le peuple grec et impose sa politique à toute l'Europe. « Je vois un consternant contraste entre l'arrogance injurieuse

capitalisme financier français n'existe donc pas ? Les industries françaises ne délocalisent pas ? Les banques françaises ne parasitent pas les économies du sud du continent ? Les grands groupes de distribution français ne sont-ils pas dominants en Pologne ou en Grèce ? La politique « merkélienne » du gouvernement français serait-elle donc une trahison des intérêts « français » ?

Il est vrai que l'Union européenne n'a rien d'un club fraternel. C'est une zone de libre-échange faite pour permettre aux grands groupes capita-

listes de prospérer, mettre en concurrence les travailleurs les uns avec les autres, au profit... du profit. C'est une zone hiérarchisée, où les groupes et les pays les plus puissants imposent leur loi. La crise des dettes publiques a été un révélateur de cette hiérarchie des Etats. Le peuple grec, entre autres, en sait quelque chose. Encore faut-il rappeler que la bourgeoisie grecque, comme la bourgeoisie de toute l'Europe,

se trouve assez heureuse de placer ses fortunes dans le grand pot de la finance européenne et mondiale, et adhère aux programmes d'austérité « dictés à Berlin ». Que le gouvernement français a lui aussi, volontairement et implacablement, contribué à les dicter. Pour l'intérêt de ses propres groupes capitalistes.

Il est vrai que le gouvernement allemand fait preuve de plus de détermination dans cette voie que le gouvernement français, parce qu'il est plus puissant et parce que la France a des intérêts probablement moins homogènes dans cette affaire d'intransigeance financière et monétaire à l'échelle de l'Europe, comme si elle se situait dans une situation ambiguë, entre Europe du nord et Europe du sud. Cela n'autorise pas Mélenchon à

prétendre que « la Troïka parle allemand » à Athènes, « en oubliant » au passage de dire que le FMI parle... français, par la grâce de madame Lagarde.

UN ASTRE ERRANT

Si cette nouvelle production de Mélenchon ne constitue certes pas une rupture avec son passé riche en saillies chauvines, la systématisme du nationalisme ici professé est inédite. Nous n'avons plus affaire exactement au candidat à la présidentielle 2012. Mais à « autre chose ».

C'est d'une certaine façon le reflet de la crise du Front de gauche. Ecartelé entre des stratégies contradictoires, prisonnier d'une perspective purement institutionnelle, il est aujourd'hui dans une impasse. Mélenchon lui-même n'a de cesse depuis 2012 de faire de la cavalerie politique, promettant sans cesse un nouveau Graal électoral. Aujourd'hui, par défaut, il s'émancipe donc de plus en plus et du Front de gauche et de son propre parti.

Tel un satellite arraché à son orbite, il se met à errer, loin des contraintes d'une coalition et même d'un collectif politique. Il rêve d'un Podemos à la française mais se donne des airs gaulliens. « Il ne sait plus quoi inventer » pour exister. Mais tout se passe comme s'il était repris par la gravité de son propre passé, celui d'un admirateur de Mitterrand, le serviteur de la « raison d'Etat ». C'est la trajectoire d'un Chevènement. Accusant l'Allemagne de reprendre, sous l'uniforme de l'Europe et de l'OTAN, sa « marche vers l'est », il apporte en creux son soutien à Poutine et Dassault.

D'où la confusion roublarde de sa conclusion : « rompre avec le poison allemand est une exigence nationale, populaire, sociale et philosophique pour le camp du progrès humain (...) La confrontation politique avec les gouvernements allemands est une des conditions de la libération des peuples. La confrontation dont je parle ici n'opposera pas le peuple français au peuple allemand. Elle confrontera les deux peuples à l'oligarchie. Mais c'est aux français de lancer l'action, car ce sont eux qui sont aujourd'hui dominés. » □

1 Plon, 2015, 150 pages, 10 euros. Pourquoi ce titre sinon pour évoquer une vilaine odeur (de guerre) ? Réponse page 11 du livre. Le raconter nous aurait peut-être empêché de discuter du fond...



des dirigeants allemands actuels et la peur panique de leurs homologues français (...) Les moutons français bêlent pitoyablement dans leur enclos quand claque le fouet des faces de pierre qui gouvernent outre-Rhin. » A Berlin les maîtres. A Paris... les collabos.

Mélenchon voudrait donner un piètre alibi « matérialiste » à ces fantômes de la Deuxième Guerre mondiale qui viennent le hanter : le vieillissement de la population allemande (à l'inverse de la démographie française dynamique) contraint l'Allemagne à garantir à ses vieillards de solides dividendes pour alimenter leurs fonds de pension, garantis par un euro fort et stable, tandis que ses entreprises industrielles doivent exploiter la main-d'œuvre sous payée d'Europe de l'est pour continuer de fonctionner. Le

Au chevet de Lénine

PAR ANTOINE LARRACHE

Quel intérêt peut bien avoir un livre analysant il y a près de cinquante ans des citations datées de près d'un siècle¹ ? La préface du *Dernier combat de Lénine*² rédigée par Daniel Bensaïd en 1978 nous ramène elle-même au cœur de débats d'une autre époque. Il s'agit de prouver la nécessité d'une « révolution politique » en URSS, l'impossibilité de redresser « le parti de Staline », qu'il faut au contraire soutenir les luttes politiques, syndicales et « renverser l'oppression bureaucratique », sans « rendre hommage à la "démocratie bourgeoise" ».

Les lecteurs de *Ma vie, La révolution trahie* et autres *Dangers professionnels du pouvoir* ne trouveront pas d'informations particulièrement nouvelles dans *Le dernier combat de Lénine*. Mais l'intérêt de ce travail d'historien est l'étude des rapports entre l'individu Lénine et les problèmes fondamentaux des années 1921 à 1923.

L'agonie de Lénine, touché par des attaques qui le paralysent chaque fois plus fortement, rencontre celle du parti et de la révolution qu'il incarne. Sa maladie progresse au rythme des coups de Staline et de ses comparses, la solitude du dirigeant bolchévique est à la mesure de celle de la révolution. Tout s'écroule, Lénine confesse « je ne pouvais plus parler, ni écrire... Il a fallu que je réapprenne » alors que le parti doit apprendre à fonctionner sans les militants révolutionnaires morts lors de la guerre civile et que la « NEP, cette inconnue » crée des conditions inédites pour le pouvoir soviétique. L'étude de Moshe Lewin est donc un livre à plusieurs lectures. La première est celle d'un retour sur les grands problèmes auquel était confronté la Russie soviétique et le rôle des principaux acteurs — Trotsky, Staline et Lénine — face à eux. La seconde est le rapport entre Lénine et la maladie et le rôle des individus dans l'histoire. La troisième est un cours d'analyse marxiste.

« UNE DICTATURE DANS LE VIDE »

Le premier grand problème est celui de la structure économique du pays. Dévasté par la guerre, mondiale puis civile, il ne parvient pas à relancer son économie et en particulier à offrir aux paysans une compensation à leur travail par des produits manufacturés et des machines, tandis que la collectivisation paraît à ceux-ci une négation de leur aspiration à posséder leur propre terre. La NEP, Nouvelle politique économique, a pour but de relancer l'économie, mais Lénine perçoit mieux que les autres dirigeants qu'il « fallait rétablir le marché paysan et le commerce privé, qui ne manquerait pas de pénétrer dans tous les secteurs de la vie soviétique, d'être un élément de corruption et de dissolution même pour l'Etat et pour le parti ».

Le deuxième problème est celui de la fondation de l'URSS et du rapport entre les nationalités. Il s'agit de déterminer le degré d'autonomie entre les différentes républiques soviétiques. Staline, Dzerjinski et Ordjonikidze sont favorables à une subordination à la Fédération de Russie. Lénine comprend qu'il faut garantir une autonomie des républiques et leur avec la Russie, même si cela a pour conséquence une efficacité moindre. Ce conflit représente un saut dans la mise en place de la bureaucratie stalinienne : Ordjonikidze déplace par voie disciplinaire tous ses opposants au sein du comité central du parti géorgien et frappe un membre du parti. C'est une alerte pour Lénine, qui comprend petit à petit que la bureaucratie et le chauvinisme « grand-russe » envahissent le parti et l'Etat. Il cherche alors, comme souvent lorsqu'il est isolé, l'appui de Trotsky. Staline doit battre en retraite face à leur alliance... mais en réalité, au-delà des textes votés, il maintient fondamentalement son projet. Le troisième problème est ce que Lewin appelle « une dictature dans le

vide ». Le régime soviétique est conçu pour s'appuyer sur les masses ouvrières mobilisées, politisées, pour entraîner derrière lui le pays, très majoritairement paysan. Mais la Première Guerre mondiale et la guerre civile ont fait des ravages. Lénine déclare en 1921 : « La République socialiste peut subsister dans un encerclement capitaliste, mais pas très longtemps, bien sûr. » Les usines sont vidées, les ouvriers survivants retournent vivre à la campagne par milliers, le pays est isolé. Mais le pire est à venir. Lewin explique : « La fonction gouvernementale fait fondre les rangs de la classe ouvrière, notamment dans les secteurs où s'était réduite son avant-garde :



Lénine récupéré et statufié... DR.

métallurgistes, cheminots ou mineurs », « les forces du prolétariat ont été surtout épuisées par la création de l'appareil » (Lénine). La nécessité d'une forte centralisation pour relancer l'économie accélère le processus et « le vide social en question allait être bientôt rempli par des forces autres que celles qu'on avait

prévues initialement ».

Lénine comprend que « des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires que nous avons hérités du tsar et de la société bourgeoise travaillent, en partie sciemment, en partie inconsciemment contre nous ». Mais il n'a pas encore saisi que « cette machine est devenue, contre le gré des fonctionnaires en question, un réel soutien social du pouvoir ». « La bureaucratie est devenue la base sociale véritable du pouvoir. Un pouvoir politique "pur" privé de tout fondement social, cela n'existe pas ». « Lénine continue à analyser le parti comme étant l'« avant-garde » du prolétariat ».

Mais il est aussi révolté par la taille croissante de l'appareil d'Etat et par le comportement bureaucratique des individus. Il espère que l'unité du parti permettra de les combattre et c'est ainsi que le congrès de 1921 interdit les fractions. Lénine pousse à la mise en place d'une Inspection ouvrière et paysanne (RKI), composés d'ouvriers sélectionnés pour leurs

s'aperçoit petit à petit que Staline et ses alliés jouent un rôle central dans tout ce à quoi il s'oppose. Dans l'affaire géorgienne, la chose est entendue. Concernant la lutte contre la bureaucratie, Lénine constate à propos de la RKI que, « sous la direction de Staline, commissaire au contrôle, de mars 1919 au 25 avril 1922, c'était devenu un corps pléthorique et forcément bureaucratifié, comprenant quelque douze mille fonctionnaires, dont peu d'ouvriers », là où il souhaite n'en conserver que trois ou quatre cents.

Staline est un homme d'appareil. Chaque fois qu'il perçoit qu'il sera battu par Lénine (et Trotsky), il bat en retraite, intègre leurs amendements aux résolutions, et poursuit son travail. Mais Lénine comprend petit à petit ce manège. Il comprend que Staline a caché une partie du dossier géorgien. Il comprend qu'il déplace et manipule, organise l'appareil autour de lui. Trotsky rappelle : « Vladimir Ilitch dit que Kamenev montrera la lettre à Staline qui conclura un compromis boiteux et le trahira par la suite ».

Concernant sa maladie, une secrétaire, Fotiéva, note : « Il est probable que, de surcroît, une impression se serait créée chez Lénine que ce ne sont pas les médecins qui donnaient les ordres au comité central, mais le CC aux médecins ». Lewin rapporte : « Apprenant par ses informateurs que Krupskaja avait la veille pris une lettre, en fait un petit mot, sous la dictée de Lénine, [Staline] l'appela au téléphone et la couvrit, dit Krupskaja elle-même, d'"injures indignes et de menaces" ». Lénine comprend que Staline cherche à l'isoler, il menace de rompre toutes relations politiques avec lui et recherche une alliance avec Trotsky.

Au fur et à mesure que la maladie le rend moins efficace et l'isole toujours plus, Lénine transforme son rapport au réel, par une pathétique mise en abîme. Il perçoit que son poids sur la structure sociale et la politique internationale du pays se délite. Il tente alors d'influencer ce qui lui paraît les biens les plus précieux, le parti et l'Etat. Enfin, lorsqu'il comprend qu'il ne peut pratiquement plus agir sur ceux-ci, il tente de lancer « une bombe contre

Staline » (Trotsky), « un déplacement du centre de gravité du pouvoir, du secrétariat vers le comité central [...]. Le projet de Lénine était un véritable "coup d'Etat" puisqu'il s'agissait à la fois de déplacer certains chefs et d'introduire une orientation nouvelle dans tout le fonctionnement de la dictature ». Son court « testament », qui dresse en quelques mots les portraits des principaux dirigeants bolchéviques, propose de déplacer Staline du poste de secrétaire général et qualifie Trotsky comme « incontestablement l'homme le plus capable du comité central actuel ». Comme s'il ne restait à Lénine que la possibilité, pour influencer l'issue de l'histoire, de remplacer les hommes les plus proches de lui.

Mais, le « testament » fut caché. Lewin rappelle : « [Trotsky] voulait se montrer magnanime, sûr qu'il pouvait se le permettre avec l'appui de Lénine, consigné dans le "testament" mais il prouvait précisément qu'il ne comprenait pas les recommandations essentielles de celui-ci. [...] Il succomba à une fétichisation du parti, un légalisme et à des scrupules qui le paralysaient. [...] Lénine, le fondateur, ne craignait pas de défaire et de refaire ce qu'il avait fait de ses propres mains, Lénine ne craignait pas d'organiser les gens autour de lui, de comploter, de se battre pour la victoire de sa ligne et pour conserver la direction entre ses mains. Trotsky n'était pas cet homme. Lénine disparu, Staline était sûr de vaincre ».

Enfin, Le dernier combat de Lénine partage avec L'histoire de la Révolution russe de Trotsky et Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte de Marx l'intérêt de dresser des tableaux marxistes. Le travail d'historien, l'analyse des rapports de forces (la préface de Bensaïd y contribue largement), les citations, tout cela est au service d'une analyse qui ne se contente pas de lister des faits, mais les combine, en analyse les contradictions, les influences réciproques entre les acteurs et les phénomènes sociaux. Un cours d'analyse marxiste et de dialectique en somme. Rafraichissant, même un demi-siècle plus tard. □

1 Il s'agit essentiellement de la 5e édition des Œuvres de Lénine, du « Journal des secrétaires de Lénine » et de « Ma vie » de Trotsky. Sauf mentions contraires, les citations sont issues du « Dernier combat de Lénine ». 2 Moshe Lewin, « Le dernier combat de Lénine », 1967, Editions de Minuit, réédition 2015, Syllepse, 196 pages, 16 euros.



connaissances et leur intégrité, et d'une Commission centrale de contrôle du parti. En réalité, elles contribueront à ce que, de plus en plus, le secrétariat du parti décide de tout et contrôle tous les individus.

« STALINE ÉTAIT SÛR DE VAINCRE »...
Dans tous ces combats, Lénine

Une réflexion nécessaire : Pour une théorie générale de l'exploitation

PAR CHLOÉ MOINDREAU

Le dernier ouvrage de Christine Delphy, *Pour une théorie générale de l'exploitation, les différentes formes d'extorsion du travail aujourd'hui*, est une publication composée de deux articles : « Par où attaquer le “partage inégal” du “travail ménager” ? » et « Pour une théorie générale de l'exploitation », lui-même divisé en deux parties : « En finir avec la théorie de la plus-value » et « Repartir du bon pied » (disponibles en accès libre sur le site du Cairn). Ces deux articles sont parus en 2003 et 2004, l'un dans *Mouvements*, l'autre dans *Nouvelles Questions féministes*.

Prenons quelques lignes pour présenter Christine Delphy à celles et ceux qui ne la connaîtraient pas (encore). Christine Delphy est une figure du mouvement des femmes en France, que ce soit en tant que militante (cofondatrice du MLF, elle a participé à la première action sur la tombe du soldat inconnu, au lancement du « Manifeste des 343 », puis à la création des Gouines rouges), ou que théoricienne (son ouvrage *L'Ennemi principal, économie politique du patriarcat*, est, quoi que l'on pense sur le fond, une référence incontournable aujourd'hui dans la pensée féministe). Le personnage est d'ailleurs suffisamment important pour que vienne de sortir, de son vivant, un documentaire biographique : *Je ne suis pas féministe, mais*, de F. et S. Tissot. Elle est par ailleurs sociologue, directrice de recherche émérite au CNRS et cofondatrice, avec Simone de Beauvoir et d'autres militantes, de la revue *Nouvelles Questions féministes*, qu'elle dirige aujourd'hui.

LE PATRIARCAT, « ENNEMI PRINCIPAL »

Christine Delphy, en tant que théoricienne ayant participé de manière centrale à l'émergence du courant féministe matérialiste radical, a souvent été en conflit avec les féministes lutte de classes. Le principal point d'achoppement était et reste la définition de l'oppression des femmes et son articulation avec le système capitaliste. Pour C. Delphy, l'oppression des femmes découle d'un système, le patriarcat, qui a une certaine autonomie du système capitaliste (sans en être indépendant). Cette oppression structure la société

en classes, la classe des femmes et la classe des hommes (étant entendu que ces classes sont des constructions sociales et aucunement des données naturelles), comme le capitalisme avec le patronat et le prolétariat. Elle postule que l'oppression patriarcale est, pour la « classe des femmes », plus structurante et omniprésente que l'oppression capitaliste, et que par conséquent, c'est bien le patriarcat qui constitue l'« ennemi principal » du groupe social des femmes. Elle identifie essentiellement trois systèmes d'oppression et d'exploitation : le patriarcat, le capitalisme et le racisme, tous trois fortement liés, et à détruire.

Elle reproche par ailleurs aux féministes lutte de classes de participer à l'invisibilisation de l'oppression des femmes au sein de la classe ouvrière en refusant d'admettre une divergence d'intérêts entre les femmes et les hommes, ces derniers ayant à perdre des privilèges matériels dans le cas de l'émancipation des femmes et participant souvent activement à leur oppression de diverses façons (travail domestique, violences...).

Davantage encore que ses ouvrages précédents, *Pour une théorie générale de l'exploitation, des différentes formes d'extorsion du travail aujourd'hui* constitue d'abord une réponse aux analyses et discours des féministes marxistes et lutte de classes. C'est sans doute ce qui lui vaut d'être présenté dans notre revue. Il ne s'agit pas d'oublier pourtant que les féministes radicales, par leur approche constructiviste, matérialiste et révolutionnaire, restent nos plus proches alliées dans le mouvement autonome des femmes. Ce courant, bien plus que d'autres, combat avec nous les discours essentialistes et l'enlisement du mouvement des femmes dans des revendications réformistes, institutionnelles et symboliques.

Cette recension – nécessairement partielle – vise donc à mieux faire connaître et comprendre certaines analyses de C. Delphy qui peuvent nourrir nos réflexions collectives, qu'on y adhère ou non. Aujourd'hui, il nous faut nous saisir des objections qui nous sont faites pour continuer à élaborer et être prêt-e-s, aussi, à une certaine autocritique constructive.

LE TRAVAIL DOMESTIQUE, AU BÉNÉFICE DES HOMMES

Dans la première partie, « Par où attaquer le “partage inégal” du “travail ménager” ? », C. Delphy revient ainsi sur un discours dominant dans notre courant : l'idée que le travail domestique est effectué au sein du foyer, par les femmes (c'est-à-dire les épouses et compagnes), pour extraire ces tâches du marché et donc ne pas les rémunérer. L'hypothèse est que tou-te-s les travailleu-r/ses ont besoin que certaines tâches soient accomplies pour reproduire leur propre force de travail et que le capitalisme devrait, si les femmes n'effectuaient pas ce travail, rémunérer soit des personnes soit des services étatiques via l'impôt. Et donc que le travail domestique lui bénéficie en premier lieu.

C. Delphy démonte cette hypothèse par le raisonnement suivant : il y a une certaine quantité de travail domestique à effectuer, et le fait que ce travail ne soit pas rémunéré est bien évidemment un avantage. Mais pour qui ? Le fait que ces tâches soient majoritairement (à 80 %) accomplies par les femmes au sein des foyers hétérosexuels bénéficie-t-il au capitalisme ? C. Delphy refuse cette conclusion. Elle souligne que de très nombreux travailleurs n'ont pas de femmes pour s'occuper de la reproduction de leur force de travail : les travailleurs sans épouse ni concubines, mais aussi... la très large partie des travailleuses ! Ces travailleu-r/ses n'ont cependant aucune forme de compensation financière – c'est plutôt le contraire pour les femmes –, ce qui met à mal l'idée que les services fournis par les épouses et concubines seraient, en leur absence, compensés par le capitalisme. Plus encore, les femmes en couple hétérosexuel doivent prendre en charge non seulement l'intégralité de leur propre entretien, mais aussi une bonne part de celui de leur partenaire, et la majeure partie de ceux de leurs éventuel-le-s enfants. Là encore, aucune forme de compensation.

Il faudrait donc bien conclure que le capitalisme ne compenserait pas le travail domestique – puisqu'il ne le fait déjà pas – et que par conséquent ce n'est pas à lui que bénéficie ce travail non payé. Mais

bien aux hommes en couple hétérosexuel, puisque lorsqu'une femme et un homme s'installent ensemble, le temps de travail domestique de la femme augmente et non celui de l'homme ; la femme assume donc une part du travail que l'homme devrait fournir. Le capitalisme ne compensant pas le travail domestique, c'est bien l'homme qui perdrait à une réduction du travail domestique gratuit des femmes. C. Delphy critique également le fait que les divers dispositifs étatiques, que ce soit sur le plan de la fiscalité, des allocations, ou des services, soient vus comme des aides aux femmes, alors qu'ils permettent, en pratique, le maintien du statu quo du côté des hommes. Elle pose l'hypothèse que ces dispositifs bénéficient in fine aux hommes, qui conservent tous les avantages sans avoir à perdre ni en revenus, ni en temps de repos ou de loisirs, pour assumer leur part du travail domestique – et ce alors que la part du travail des femmes ne diminue guère depuis plusieurs décennies. En conclusion, l'auteure revient sur un concept essentiel de son élaboration : les « classes » d'hommes et de femmes. Elle met en avant la divergence d'intérêts entre les hommes et les femmes, puisque les hommes tirent des bénéfices directs du travail gratuit des femmes.

« Les hommes, en tant que groupe, extorquent du temps, de l'argent et du travail aux femmes, grâce à de multiples mécanismes, et c'est dans cette mesure qu'ils constituent une classe »

Et c'est pourquoi elle dénonce la démarche de la plus large partie du mouvement féministe qui consiste à rechercher un tiers (le plus souvent l'Etat) qui équilibrerait les choses, sans admettre que les hommes ont à perdre et à renoncer à l'émancipation des femmes. « Le mouvement féministe doit enfin avoir l'audace de dire que les hommes ont trop, ou en tout cas, plus que leur part ».

PLUS-VALUE ET EXPLOITATION

Dans la deuxième partie, « Pour une théorie générale de l'exploitation », « En finir avec la théorie de la plus-value » et « Repartir du bon pied », C. Delphy revient sur la notion même d'exploita-

tion. Elle avance l'idée que la théorie de la plus-value, modèle explicatif de l'exploitation capitaliste élaboré par K. Marx, est devenu pour les courants marxistes un totem, une pierre de touche qui servirait désormais à valider ce qui constitue une exploitation et ce qui n'en est pas. Elle dénonce la réduction du concept d'exploitation à la seule exploitation capitaliste salariée, ainsi que la survalorisation de ce type spécifique d'exploitation. En effet, en posant que ce type d'exploitation serait ontologique-

permet plus de rendre compte de l'exploitation. Celle-ci existe pourtant bel et bien.

Ensuite, que l'exploitation ne se traduit pas seulement par un vol de travail – ou de salaire, mais aussi par les conditions matérielles, l'usure physique et morale, l'aliénation, etc., toutes choses qui ne seraient pas compensées par la seule suppression de l'extorsion de la plus-value – c'est-à-dire par exemple l'augmentation des salaires.

Enfin, l'auteure met en garde contre une autonomisation de « l'économie » qui ne permettrait pas de rendre compte de ce qui se joue réellement dans les différentes formes d'exploitation, à savoir des rapports de forces sociaux. A ce titre, l'explication des variations (des salaires, des durées de journées de travail selon l'époque, les lieux, le genre, la « race », etc...) par « un élément moral et historique » lui paraît insuffisant.

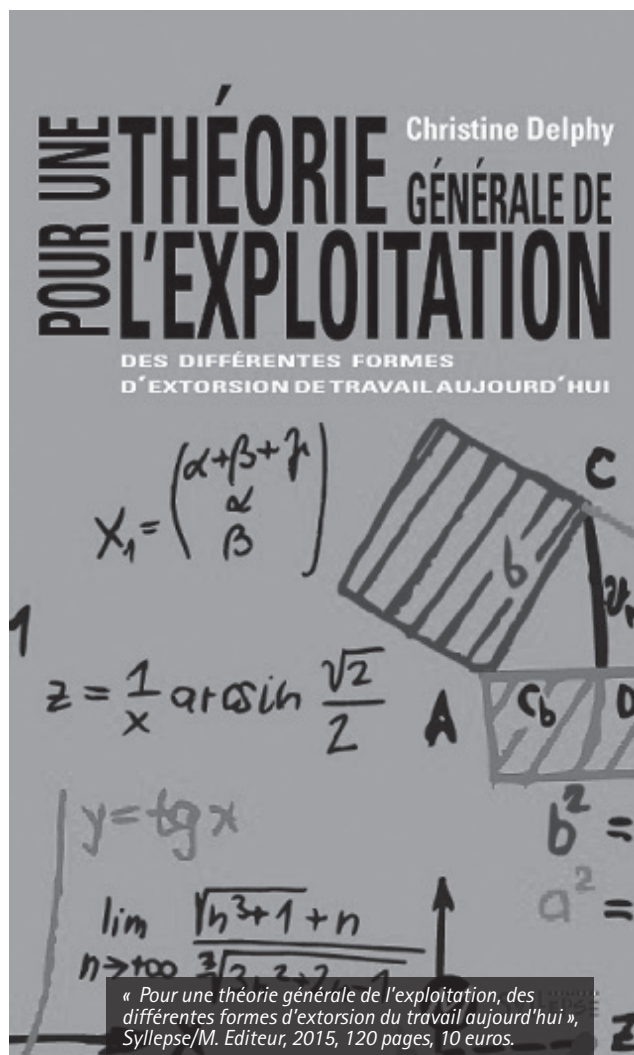
C. Delphy considère d'ailleurs que la théorie de la plus-value comme modèle total et seule modalité d'exploitation, n'est qu'un « détour » à la « route principale » : la propriété privée, qui crée, partout, les conditions de l'exploitation. Loin de rejeter les analyses marxistes, l'auteure rappelle en effet que « la théorie marxiste dit avec justesse que la propriété privée se présente comme un rapport aux choses, alors qu'elle est un rapport aux autres et plus précisément au travail des autres ».

Pour conclure et ouvrir quelques perspectives, laissons la parole à l'auteure :

« L'extorsion de travail, c'est la définition de l'exploitation : de toute exploitation.

« (...) Revenir à une définition sensée de l'exploitation, c'est aussi revenir à la problématique première du marxisme.

« (...) Toutes les exploitations ont des points communs, non seulement dans leurs résultats – qui sont justement l'exploitation – mais aussi dans leurs mécanismes. Il ne serait pas difficile de dresser l'inventaire de ces mécanismes si, au lieu de revendiquer le terme d'extorsion du travail, on s'attachait à étudier toutes les formes de l'extorsion et à en abstraire les principes : si on avait l'ambition de faire vraiment une théorie générale de l'exploitation. » □



« Pour une théorie générale de l'exploitation, des différentes formes d'extorsion du travail aujourd'hui », Syllepse/M. Editeur, 2015, 120 pages, 10 euros.

ment différente des autres, certain-e-s parviendraient à la conclusion qu'elle leur serait supérieure – ce qui justifierait la centralité de la lutte à son encontre. A cela, elle oppose plusieurs arguments. Nous reviendrons ici sur quelques-uns. D'abord, le fait que toute exploitation n'est pas salariée et ne donne donc pas lieu à une extorsion de plus-value – même si celle-ci existe bien. Elle donne ici l'exemple de l'esclavage et du servage. Par ailleurs, à partir du moment où il y a, par exemple, consommation personnelle par l'exploiteur et non mise sur le marché, la théorie de la plus-value ne

A PROPOS DES THÈSES DE CHRISTINE DELPHY

L'oubli de la reproduction sociale

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Dans son dernier livre, *Pour une théorie générale de l'exploitation*, Christine Delphy s'attaque ouvertement au marxisme, en utilisant dans sa polémique des conceptions qu'elle attribue au PCF et à l'ex-LCR. Elle ne consacre pourtant pas une ligne à discuter les élaborations théoriques que le courant féministe marxiste a réalisées au cours des dernières décennies.

Selon elle, ce n'est pas le système capitaliste mais les hommes, en particulier les hommes mariés, qui tirent profit du travail des femmes au foyer. Partant du fait réel que les tâches domestiques reposent presque exclusivement sur les femmes, elle en conclut que cela constitue la base d'un « *mode de production patriarcal ou domestique* » qui bénéficie à « *la classe des hommes* » (p. 29).

L'Etat favoriserait ce système d'exploitation en subventionnant les hommes dont les épouses se consacrent uniquement aux tâches du foyer, à travers le « *système de protection sociale (assurance maladie et retraite), le système de fiscalité, et l'ensemble des prestations sociales* » (p. 59), alors que « *tout cet argent pourrait être employé à favoriser l'indépendance économique des femmes* » (p. 48). « *Tous ces coûts, qui représentent une grande part du fameux "trou de la Sécurité sociale", sont supportés par le reste de cotisant.es : les femmes qui travaillent en particulier paient une fois pour elles-mêmes, une deuxième fois pour aider à l'exploitation des autres* » (p. 48).

QUI BÉNÉFICIE DES TÂCHES DOMESTIQUES ?

Une première chose à remarquer est que le concept de travail domestique utilisé par Christine Delphy se réduit aux tâches ménagères, la fonction des femmes dans la reproduction de l'espèce n'entrant en rien dans ses considérations.

Les féministes marxistes qui, à l'instar de Lise Vogel¹, font leur la « *théorie de la reproduction* » ont développé une autre compréhension de l'oppression des femmes, fondée sur leur rôle dans la procréation et l'éducation des générations futures. Pour elles, la division sexuelle du travail, basée sur les rôles différents des hommes et des femmes dans le processus

de reproduction de l'espèce, a existé dans toutes les sociétés mais ne détermine pas par elle-même l'oppression des femmes. Le modèle de la famille nucléaire, dans laquelle l'homme assure la subsistance et la femme dépend de lui, a été développé par la bourgeoisie au 19^e siècle comme moyen le plus économique de garantir le remplacement générationnel de la force de travail.

Vogel distingue trois aspects au sein du travail domestique : les activités quotidiennes qui permettent aux travailleurs de vivre et de travailler ; l'attention et les soins aux jeunes et aux anciens ; la reproduction destinée à remplacer les membres de la force de travail qui meurent ou qui cessent de travailler.

Partant du concept de travail nécessaire développé par Marx, elle offre une interprétation novatrice. Pour Marx, la journée de travail de l'ouvrier se divise entre le « *travail nécessaire* » (le temps qu'il consacre à produire ses moyens de subsistance) et le « *sur-travail* » que s'approprie le capitaliste. Pour Vogel, le travail nécessaire intègre deux composantes. L'une, sociale, est le salaire. L'autre, que Marx ne développe pas, est constituée du « *travail non rémunéré qui contribue au renouvellement quotidien et à long terme des porteurs de la marchandise force de travail et de la classe ouvrière dans son ensemble. J'appelle ceci la composante domestique du travail nécessaire, ou travail domestique* »².

Le salaire permet au salarié d'acheter les marchandises dont il a besoin pour vivre (aliments, vêtements, etc.), mais il existe un travail additionnel, non payé, qui doit être effectué pour préparer la nourriture, laver le linge, s'occuper des enfants, etc. Ce travail n'a pas de « *valeur* » en termes marxistes parce qu'il n'est pas quantifiable, mais il est indispensable à la reproduction sociale capitaliste. Cette définition a le mérite de démontrer que le travail domestique en tant que « *travail non rémunéré* » est spécifique au système capitaliste et qu'en outre, il n'est pas nécessairement assigné à un genre. Quelqu'un doit l'effectuer pour compléter le salaire du travailleur. C'est l'idéologie de genre qui établit que ce sont les femmes et, au sein du système capitaliste, exclusivement

celles des classes subalternes, qui sont contraintes de l'effectuer.

Mais la théorie de la reproduction sociale éclaire également le rôle conflictuel des femmes travailleuses sur le terrain du remplacement de la force de travail. Car elles sont non seulement responsables de la reproduction et de l'entretien de la force de travail à travers les tâches domestiques, mais interviennent aussi directement dans le processus de production. De ce point de vue, elles sont pour le système capitaliste une contradiction. Sur le long terme, celui-ci bénéficie de leur rôle de reproductrices de la future force de travail. Mais pendant qu'elles procréent et élèvent les futurs travailleurs, elles abaissent le niveau de leur contribution en tant que productrices directes.

Ainsi, non seulement la bourgeoisie ne peut pas s'approprier la totalité de la plus-value potentielle que les femmes travailleuses généreraient si elles n'étaient pas enceintes ou en train d'allaiter, mais elle doit en outre contribuer à leur subsistance pendant cette période « *improductive* » au cours de laquelle elles ne peuvent pas non plus assurer à 100 % l'entretien de leur famille. Pour faire baisser ce coût, la bourgeoisie a privatisé le travail domestique en instituant l'idéologie de l'homme « *pourvoyeur* » de revenu, ayant la responsabilité de couvrir les besoins de la femme « *mère et épouse* » et de leurs descendants.

C'est la dépendance des femmes vis-à-vis des hommes durant la période de la procréation et de l'éducation des jeunes enfants qui constitue dans une société de classe la base matérielle de leur subordination. Le capitalisme obtient ainsi le remplacement de la force de travail au moindre coût possible, en s'appropriant indirectement la composante domestique du travail nécessaire.

« CLASSE DES HOMMES »

CONTRE « CLASSE DES FEMMES » ?

Reconnaître, comme le voudrait Delphy, l'existence d'une classe des hommes expropriant une classe des femmes, signifierait accepter que l'épouse de Carlos Ghosn et celle d'un travailleur de Renault appartiendraient à une même classe.

Toutes les femmes sont opprimées dans la société capitaliste, parce qu'elles ne bénéficient pas des mêmes droits que les hommes. C'est pourquoi il est possible, dans le combat pour les droits démocratiques (droit de vote, à l'avortement, égalité salariale, etc.), de construire des alliances entre des femmes de différentes classes sociales. Mais cela n'élimine pas les différences profondes existant entre les classes. Comme le disait une dirigeante féministe bolivienne lors de la première Conférence mondiale des femmes tenue en 1975 à Mexico, en réponse à une femme de la bourgeoisie qui lui répétait qu'elles étaient égales : « *madame, cela fait une semaine que je vous connais. Chaque matin, je vous vois avec des habits différents (...) Je suis certaine que vous vivez dans un logement bien élégant, d'un quartier également élégant (...) Nous, les femmes de mineurs, nous n'avons qu'un petit logement qui nous est prêté. Si notre époux meurt, ou tombe malade ou est licencié, nous avons 90 jours pour quitter les lieux et nous nous retrouvons à la rue. Alors dites-moi, madame : votre situation a-t-elle quelque chose à voir avec la mienne ? Ou la mienne avec la vôtre ? De quelle égalité allons-nous parler entre nous, si vous et moi ne nous ressemblons pas et avons tant de différences ? Nous ne pouvons en ce moment être égales, même en tant que femmes – ne trouvez-vous pas ?* »³

Tous les hommes bénéficient de la privatisation des tâches domestiques qui, s'ajoutant aux rapports d'oppression de genre, font qu'au foyer les femmes travaillent plus et les hommes moins. Mais cela ne suffit pas pour parler d'un antagonisme de classe, car il n'y a pas d'appropriation de plus-value. Comme l'explique Cinzia Arruzza, « *un homme ne perdrait rien, en termes de charge de travail, si les travaux de soin et d'entretien étaient totalement socialisés au lieu d'être accomplis par sa femme. En termes structurels, il n'y a pas d'intérêts antagoniques ou inconciliables (...) Le capitaliste, de l'autre côté, a quelque chose à perdre dans la socialisation des moyens de production : il ne s'agit pas seulement de ses*

convictions sur la marche du monde et sa place en son sein, mais aussi des profits massifs qu'il exproprie joyeusement aux travailleurs. »⁴

LE PARADIGME ACTUEL DE LA REPRODUCTION SOCIALE

Nous avons vu comment, pour le système capitaliste, la famille nucléaire est l'unité de la reproduction sociale. Dans son livre, Delphy estime que « *le couple est la seule forme de vie acceptable dans notre société* » (p. 35), pour les hétérosexuels comme pour les homosexuels. C'est une affirmation atemporelle. Pour Delphy, la crise du système capitaliste n'influe en rien sur les relations sociales. Le capitalisme du 21^e siècle traverse pourtant une crise systémique. Le processus d'entretien et de

plus les femmes chefs de famille se consacrent au travail salarié afin de faire vivre leur famille, moindre est la qualité de l'attention portée aux enfants et du travail domestique. Dans le même temps, les foyers enfoncés dans le chômage ou le sous-emploi permanent voient leur marginalisation s'aggraver. Dans certains secteurs, « l'unité de reproduction sociale » commence à ne plus reproduire qu'une génération de jeunes dépourvus des moyens qui les rendraient « employables » par la bourgeoisie. Sans parler des conséquences des migrations de masse, avec les séparations de parents et la création de nouvelles unités de reproduction sociale au sein desquelles se regroupent des membres de différentes familles.

Dans cette période de crise, les responsabilités pesant sur les épaules des femmes sont énormes. La question des tâches domestiques, considérées au sens large, ainsi que le rôle des femmes travailleuses au sein du processus de reproduction sociale, sont fondamentaux non seulement pour élaborer une théorie générale de l'exploitation, mais aussi pour commencer à indiquer la direction dans laquelle il faudrait s'engager. Nous avons besoin



Mannequins d'étalage.
Photothèque rouge/Milo.

reproduction de la force de travail y subit des changements structurels, dans le cadre desquels les tâches domestiques dans leur acception la plus large (comme reproduction de la force de travail) occupent une place centrale.

Dans les sociétés capitalistes avancées, l'unité de reproduction sociale réelle s'éloigne de plus en plus du modèle de la famille nucléaire. En France, plus de 50 % des enfants naissent hors mariage⁵ et il y a 1 760 000 familles monoparentales, dont 85 % sont dirigées par des femmes⁶. Les subventions de l'Etat-providence que Christine Delphy condamne parce qu'elles libéreraient les hommes de l'obligation de subvenir aux besoins de leurs enfants permettent aux femmes de les élever seules, en échappant ainsi à des relations abusives.

Mais cela se fait à un prix énorme : 31 % des foyers monoparentaux sont pauvres⁷. Et

d'un nouveau programme féministe qui s'adresse à ces millions de femmes qui supportent la double journée de travail, qui doivent élever leurs enfants seules et sans aides adéquates, qui subissent l'isolement vis-à-vis de leur famille et de la société. Après avoir lu ce livre, on comprend que ce n'est pas Christine Delphy qui y contribuera. □

1 Lise Vogel, « *Marxism and the Oppression of Women: Toward a Unitary Theory* » (*Marxisme et oppression des femmes : vers une théorie globale*), Haymarket, 2013.

2 *Ibid.*, p. 192.

3 Domitila Chungara, « *Si me permiten hablar...* » (*Si je peux prendre la parole...*), http://doctoradosociales.com.ar/wp-content/uploads/DOMITILA_Si-me-permiten-hablar1.pdf, p. 166.

4 Cinzia Arruzza, « *Remarks on Gender* » (*Remarques sur le genre*), <https://viewpointmag.com/2014/09/02/remarks-on-gender/>

5 World Family Map (*Carte mondiale de la famille*), <http://worldfamilymap.org/2014/articles/world-family-indicators/family-structure>

6 http://www.liberation.fr/societe/2012/04/03/reperes-famille-monoparentale_807786

7 *Ibid.*

Non, ceci n'est pas une brocante

PAR NOS CORRESPONDANT-E-S AP-HP



DR

Les salarié-e-s en grève de l'hôpital Beaujon de Clichy ont descendu dans le hall les matelas des lits libérés par la sortie des patients. Une façon spectaculaire de montrer leur colère et d'interpeller les patients, une façon aussi de bloquer de fait les admissions non urgentes de nouveaux malades et de gripper la machine infernale de l'AP-HP, Assistance publique-Hôpitaux de Paris. Le directeur général de l'AP-HP, « homme de gauche » ancien ministre de Sarkozy, annonçait début mai 2015 son intention de « renégocier les 35 heures ». En clair : réduire (sur le papier) la durée des factions journalières des personnels de quelques minutes pour pouvoir supprimer une grande partie de leurs RTT et jours de congé... et des emplois en CDD. Une mission commandée par les sommets de l'Etat.

Les personnels ont pris progressivement conscience du caractère inouï de l'attaque contre leurs conditions de travail et de vie. Comment continuer à travailler, comment trouver la force de reprendre chaque jour son poste, sans ces jours de repos, avec le sous-effectif déjà chronique, les services au bord de l'explosion, les roulements insupportables, les heures supplémentaires gratuites ?

21 mai, 28 mai, 11 juin, 18 juin, 25 juin...

Autant de journées de grève et de manifestations au cours desquelles le personnel a manifesté une colère déterminée.

ALORS, CES MATELAS, C'EST TOUT UN SYMBOLE

Le projet de la direction, c'est la logique marchande appliquée à l'hôpital. Même si l'AP-HP n'a pas d'actionnaires, son financement est le même qu'une entreprise, fondé sur la « productivité » des actes hospitaliers, avec en plus la pénalité d'une diminution des tarifs par le gouvernement lorsque le budget de la sécurité sociale est dépassé ! Les déficits des hôpitaux publics donnent ensuite le prétexte pour les fusionner voire les fermer.

C'est promouvoir la chirurgie ambulatoire ou « l'hôpital debout ». Patients, circulez au plus vite, ne chauffez pas trop longtemps les lits, voire pas du tout, l'hospitalisation publique coûte cher à l'Etat. Aides-soignantes, infirmières, brancardiers et personnels, roulez-roulez, transmettez vite vos consignes, et surtout soyez dispos et adaptez vos vies aux « pics d'activité », alternant jour et nuit, matin et après-midi, pour qu'on n'aille pas vous payer pour des temps morts... Par temps morts, il faut comprendre la communication entre les équipes qui se succèdent, l'écoute et le dialogue avec

les patients et les familles. Toutes choses qui ne sont pas « tarifées à l'activité », pas « rentables ». Sa colère, une infirmière de l'hôpital Avicenne de Bobigny la résumait ainsi : « *Le mouvement va au-delà des RTT. Je ne veux pas travailler dans un zoo où je passerais de chambre en chambre pour balancer des médicaments aux malades du pas de la porte* ». C'est le sens même de ce travail qui est remis en cause.

L'« hôpital debout » exige de mettre les personnels sur les rotules. Avec des conséquences déjà bien connues des salarié-e-s : une aide-soignante sur trois est mise en invalidité avant la retraite, une infirmière sur cinq. Horaires décalés, travail debout, stress, charges lourdes et matelas, donc, à déplacer : ces professions détiennent le record national des fausses couches. Le salaire de la peine : 1400 euros nets pour une aide-soignante ayant dix ans d'ancienneté, 1900 pour une infirmière. La révolte vient de loin, et c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase ! Les personnels se sont massivement soulevés contre le plan Hirsch. Qui, en cette fin juin 2015, avait commencé à reculer, mais ne s'était pas encore couché.

Ceci n'est pas une brocante : l'hôpital public n'est pas à vendre ! □